



UNE SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION

UNE EXPÉRIMENTATION
DE SÉCURITÉ SOCIALE DE
L'ALIMENTATION

À CADENET - SUD LUBERON

**RECHERCHE-ACTION SUR LA DÉMOCRATIE
PARTICIPATIVE DANS UNE CAISSE D'ALIMENTATION
COMMUNE VERS UNE SÉCURITÉ SOCIALE DE
L'ALIMENTATION**

RAPPORT INTERMÉDIAIRE 2022

BILAN PHASE 1



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités (DREETS)



SOMMAIRE

1/ <u>Une recherche-action autour de la Sécurité Sociale de l'Alimentation</u>	
A. Rappel du contexte	02
B. Les objectifs de l'expérimentation via les CLA	03
<i>Objectifs généraux</i>	03
<i>Objectifs opérationnels</i>	04
2/ <u>Le Conseil Local de l'Alimentation à Cadenet : Analyses des phases 0 et 1</u>	04
A. Chronologie de l'expérimentation	05
B. Méthodologie employée	05
<i>Les rôles du Copil et de l'équipe de recherche-action au sein du CLA</i>	05
<i>Les outils de la recherche-action</i>	06
C. Démarrage de l'expérimentation (Phase 0) :	08
<i>Formation du groupe</i>	08
<i>Les caractéristiques du groupe</i>	11
<i>Différentes aspirations pour prendre part à l'expérimentation</i>	14
<i>Échanger autour des pratiques alimentaires pour se rencontrer</i>	17
D. L'apprentissage en commun (Phase 1) :	20
<i>Les 3 cycles d'apprentissage</i>	20
<i>L'appropriation de la SSA</i>	34
<i>Se projeter dans la deuxième phase</i>	37
<i>Regards réflexifs sur le groupe</i>	41
E. Les enseignements généraux à tirer de cette première phase	44
<i>Concernant le processus d'apprentissage en commun</i>	44
<i>Concernant plus largement le processus d'expérimentation</i>	49
3/ <u>Suite de l'expérimentation : Phases 2 et 3</u>	
A. Création du manifeste : Le conseil local de l'alimentation devient le CLAC	52
B. Vers l'élaboration de critères de conventionnement	52
C. Vers la mise en place d'une caisse d'alimentation commune	54
4/ <u>Annexes</u>	56

1/ Une recherche-action autour de la Sécurité Sociale de l'Alimentation

A. Rappel du contexte

Ce projet s'inscrit dans les champs de recherche sur la démocratie alimentaire et le droit à l'alimentation durable, les inégalités alimentaires, et la transformation des formes de solidarités alimentaires prenant en compte les enjeux systémiques de l'alimentation dans une perspective d'amélioration de la durabilité des systèmes.

Cette initiative est liée au projet de sécurité sociale de l'alimentation (SSA), porté depuis 2019 par un collectif national¹ composé d'acteurs associatifs et de la recherche, dans un contexte d'une part d'accroissement du nombre et des formes des situations de précarité alimentaire en France, et d'autre part d'exacerbation des enjeux de durabilité de nos systèmes alimentaires, notamment sur des aspects de santé publique et d'environnement.

Dans l'optique de chercher de nouvelles pistes de réponse face à la précarité alimentaire et d'explorer ce que pourrait être une caisse d'alimentation commune dans le cadre de la SSA, l'association Au Maquis² a développé en 2021, une première phase de recherche-action en collaboration avec deux chercheuses, Pauline Scherer (association Vrac & Cocinas³) et Elodie Maniaval (association Paroles Vives⁴), spécialisées dans la recherche appliquée en sciences humaines et sociales.

Des subventions⁵ ont permis de débiter un premier travail de recherche-action par la mise en place d'un comité de pilotage (copil), composé de personnes engagées sur les sujets liés à l'alimentation et la démocratie participative. Durant toute l'année 2021, le copil, appuyé de deux salarié.e.s d'Au Maquis pour le volet animation ainsi que des deux chercheuses, a **co-construit un cadre d'expérimentation et une méthodologie pour la création de deux conseils locaux de l'alimentation (CLA) dans le sud Luberon.**

Il a été décidé de mettre en place un conseil local de l'alimentation à Cadenet et Pertuis, composés d'habitant.e.s du territoire, pour travailler avec eux/elles à **comprendre**, au travers de leurs expériences individuelles et collectives en matière d'alimentation, **notre système alimentaire et ses limites**. Ceci dans le but **d'établir des critères de conventionnement** auxquels pourraient répondre les acteurs/actrices de la chaîne de l'alimentation, dans une visée d'amélioration de son système.

A terme, la recherche-action a pour but **d'observer les processus démocratiques de gouvernance d'une caisse d'alimentation commune** et **d'analyser les changements**

¹ <https://securite-sociale-alimentation.org/la-ssa/>

² <https://www.aumaquis.org/>

³ <https://montpellier.vrac-asso.org/>

⁴ <https://parolesviv.hypotheses.org/>

⁵ DREETS / fondations Pas Cap et Un Monde Par Tous

engendrés par la gestion effective de celle-ci, respectant les principes et modes de fonctionnement élaborés dans le cadre des travaux des CLA.

Un premier rapport a été rédigé en 2022 pour relater cette première phase exploratoire de la recherche-action. Il est en ligne sur le carnet de recherche de l'association Paroles Vives.

B. Les objectifs de l'expérimentation via les CLA

Différents objectifs sont déclinés à travers la création des conseils locaux de l'alimentation. On peut distinguer ceux d'ordre généraux, qui permettent de tendre vers une réflexion globale de ce que pourrait être un dispositif de sécurité sociale de l'alimentation ; et ceux d'ordre opérationnels, qui servent davantage à mettre en place des actions concrètes pour expérimenter une sécurité sociale de l'alimentation.

Un travail d'observation et d'analyse du processus est réalisé tout au long de l'expérimentation afin, tout d'abord, de se rendre compte des résultats obtenus en vue des objectifs fixés, puis ensuite de transmettre les diverses analyses produites dans une visée de reproductibilité.

- Objectifs généraux :

- **Sensibiliser autour des sujets que soulèvent la SSA** pour permettre aux participant.e.s des CLA d'acquérir une connaissance de cause afin d'établir des critères de conventionnement.

- **Explorer les principes de fonctionnement d'une future caisse d'alimentation commune**, telle que celle-ci serait mise en place à l'échelle territoriale.

- **Expérimenter la démocratie alimentaire** pour élaborer des critères de conventionnement propres à la SSA et dans la mise en place d'une caisse d'alimentation commune. Pour rappel, c'est particulièrement sur cet objectif que le copil a décidé de focaliser la recherche-action.

- **Imaginer comment améliorer le système alimentaire**, le rendre plus égalitaire pour permettre à toutes et tous d'en faire partie en faisant des propositions.

- Objectifs opérationnels :

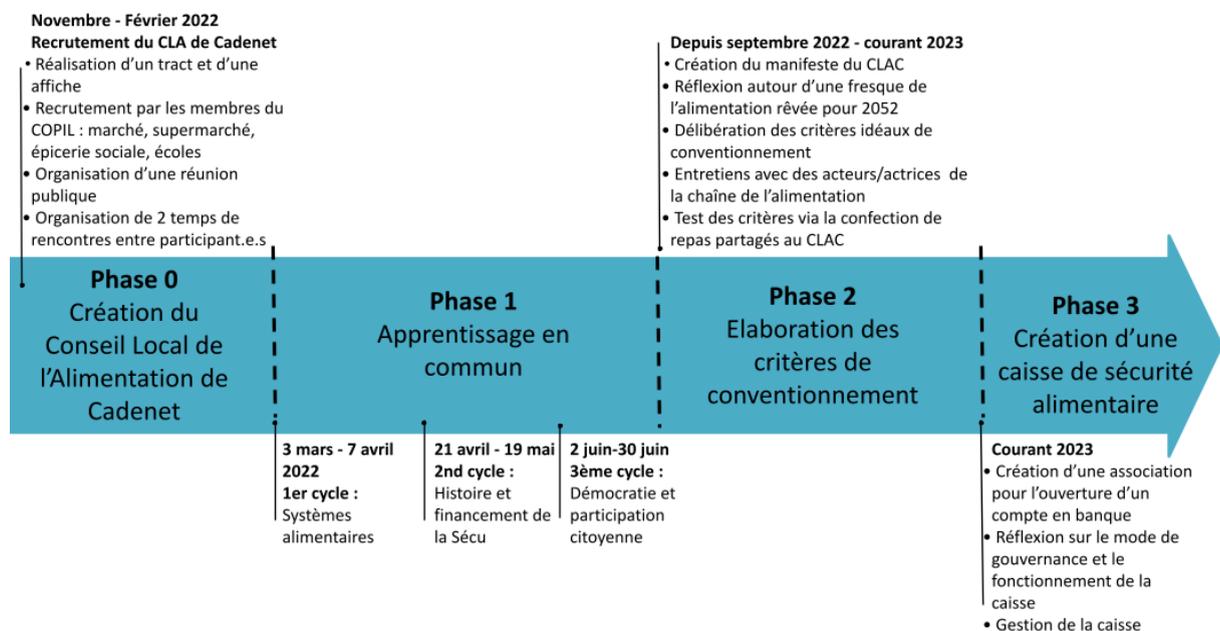
- **Tester et valider un processus d'apprentissage pour une "connaissance de cause commune"**, comme fondement du fonctionnement démocratique du CLA.
- **Mettre en application et expérimenter les choix des membres du CLA en termes de conventionnement** (critères, typologie d'acteurs, lieux d'achats...) ainsi que les modalités de suivi.
- **Mettre en œuvre une caisse d'alimentation commune** à travers laquelle les parties prenantes pourront gérer les allocations mensuelles de la carte d'assurance alimentaire pour faire leurs achats auprès d'acteurs et d'actrices répondant aux critères de conventionnement définis en amont.
- **Poursuivre et concrétiser le processus démocratique engagé dans le CLA**, dans la gouvernance de la caisse d'alimentation commune. Si chacune des caisses sera autonome dans ses choix, il s'agit tout de même pour les participant.e.s des deux CLA de se mettre d'accord sur des modes de fonctionnement et de prises de décisions.
- **Réfléchir à transformer le système alimentaire par l'investissement**, ce qui pourrait permettre la transformation du système alimentaire local. Ce questionnement serait pensé au travers de réunions avec les acteurs de la chaîne de l'alimentation (production, transformation, distribution).

2/ Le Conseil Local de l'Alimentation à Cadenet : Analyses des phases 0 et 1

Dans le présent rapport, il est tout d'abord question de retracer comment a démarré l'expérimentation à Cadenet sans pour autant revenir sur le déroulement du processus de recrutement, celui-ci étant déjà relaté dans le précédent rapport. Il s'agit alors de montrer comment le groupe du Conseil Local de l'Alimentation de Cadenet s'est constitué au fur et à mesure et quels sont les profils qui le constituent (phase 0).

Ensuite, il importe de mettre en avant les enseignements que nous pouvons tirer à partir de l'apprentissage en commun (phase 1), vu comme un premier seuil d'acquisition d'une connaissance de cause commune autour des sujets que soulève la SSA. Et ce dans le but d'élaborer par la suite des critères de conventionnement auprès des acteurs et actrices de la chaîne de l'alimentation dans un système de sécurité sociale de l'alimentation.

A. Chronologie de l'expérimentation



B. Méthodologie employée

- Les rôles du Copil et de l'équipe de recherche-action au sein du CLA :

➤ *Apporter des connaissances*

En invitant des personnes ressources, des chercheur.e.s entre autres, pour parler des sujets qui traversent la SSA. Certain.e.s étaient déjà venu.e.s rencontrer les membres du copil pour nourrir leurs réflexions au commencement de la recherche-action. Une attention particulière a été mise sur le fait de choisir des intervenant.e.s pouvant apporter de la controverse sur les différentes thématiques traitées au cours des 3 cycles d'apprentissage.

➤ ***Faire bénéficier des retours d'expériences***

Certain.e.s membres du copil travaillant dans des domaines qui touchent à l'agriculture et l'alimentation, ont amené des données quantitatives et qualitatives provenant d'études réalisées sur le territoire du Luberon. Cet apport a permis de connaître la diversité des cultures présentes dans le Vaucluse ainsi que les ressources agricoles du Luberon, mais encore de se rendre compte des nombreuses initiatives qui se développent envers la vente directe et la transformation.

➤ ***Rendre accessible des ressources existantes***

Création d'un dossier numérique partagé avec des articles, vidéos, conférences, sur des sujets autour des enjeux de l'égalité d'accès à l'alimentation, de la démocratie alimentaire, de la SSA, des systèmes alimentaires durables, des dynamiques citoyennes et participatives.

➤ ***Participer au CLA***

- Pour animer les séances (2 personnes d'Au Maquis + 1 personne du copil)
- Pour observer et analyser le fonctionnement du CLA : comment le dispositif pensé par le Copil prend forme et comment les membres du CLA se positionnent à l'intérieur de celui-ci.
- Pour observer et analyser les réflexions autour des évolutions de notre système alimentaire en s'appuyant sur les travaux de groupe réalisés à chaque fin de cycle.
- Pour observer et analyser le processus participatif en cours, à travers les discussions et les prises de décision.

- Les outils de la recherche-action :

➤ ***Observation participante***

A partir du moment où les rencontres du CLA se sont mises en place, l'équipe de recherche-action et quelques personnes du copil ont pris part aux réunions. Si la première équipe avait davantage une posture d'observateur extérieur pendant les réunions, les membres du copil quant à eux, ont pu à la fois prendre le rôle d'animateur du groupe et de participant lors des ateliers en commun.

Pour autant, il arrivait également que les membres du copil prennent la casquette d'observateur et remplissent, en plus de l'équipe de recherche, une grille d'observation (voir annexe 1) en appui de chaque séance. Cette dernière était systématiquement renseignée afin de faciliter le travail d'analyse derrière.

A travers cette grille d'observation, il était question de prendre des notes sur l'appropriation par les participant.e.s du sujet traité lors de la séance en observant ce qui était mis en avant et comment ils et elles en parlaient. Aussi, une attention toute particulière était mise sur l'observation de la démocratie participative au sein du groupe ainsi que la place du Copil dans ces réunions. Enfin, cette grille d'observation servait à renseigner les questionnements soulevés lors de la séance pour constituer par la suite une Foire Aux Questions (voir annexe 2). Le but étant de revenir sur ces questionnements au fur et à mesure des séances afin de constater si dorénavant le groupe pouvait répondre à certaines interrogations ou bien s'il y avait besoin d'aller chercher l'information auprès de spécialistes de la question.

D'une manière générale, l'équipe de recherche-action a pu observer tout au long de cette première phase la tournure qu'a prise l'expérimentation au fur et à mesure de l'avancement des réflexions des participant.e.s.

➤ *Questionnaires*

Au cours de la première phase "d'apprentissage en commun", un questionnaire a été passé aux participant.e.s à la fin de chaque cycle qui ont ponctué cette première phase. Ces trois questionnaires (voir annexe 3) ont permis de voir les connaissances déjà ou nouvellement acquises, de savoir ce qui avait marqué les participant.e.s dans les informations échangées, mais aussi de constater quelles étaient leur compréhension et perception de la SSA et des articulations et enjeux de nos systèmes alimentaires, au fur et à mesure des cycles. Ainsi, les réponses aux questionnaires ont permis là aussi de saisir le processus d'appropriation des sujets traités lors de ces différents cycles. On a pu comprendre comment les participant.e.s se sont emparé.e.s de ces questions tout au long de cette première phase d'apprentissage en commun et se rendre compte de l'évolution de la pensée et de l'esprit critique autour des différentes thématiques qui traversent la SSA.

Concernant le premier cycle, 9 personnes ont répondu au questionnaire. Pour le deuxième cycle, 7 personnes. Et pour le troisième cycle, 5 personnes.

➤ *Entretiens semi-directifs*

Au terme de cette première phase, des entretiens ont été menés auprès de 7 membres du CLA pour connaître leurs regards et ressentis sur le début de cette expérimentation mais aussi pour comprendre ce qui se joue à travers leurs volontés de participer à cette expérimentation.

Ainsi, les thématiques développées dans la grille d'entretien (voir annexe 4) traitent à la fois du rapport à l'alimentation, à l'éducation populaire, au politique, de la forme de l'expérimentation. Sont également abordées, les possibles implications dans des formes d'engagements associatifs et citoyens, la connaissance de la sécurité sociale de l'alimentation puis de sa compréhension suite aux différents cycles d'apprentissage, les attentes initiales et aspirations apparues au cours de l'expérimentation, les éléments marquants. Enfin, sont appréhendés le regard porté sur la composition et l'évolution du groupe, le rôle du comité de pilotage vis-à-vis du CLA, la reproductibilité de l'expérimentation.

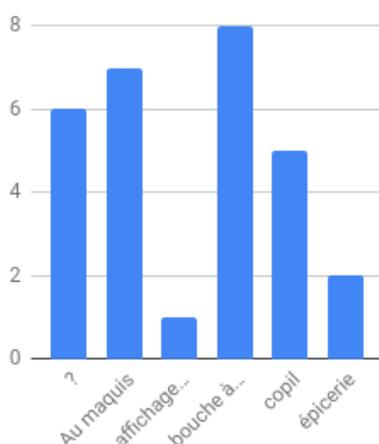
C. Démarrage de l'expérimentation (Phase 0) :

“ Ce que j'ai trouvé génial, c'est d'apprendre tout récemment qu'en fait "on avait une idée comme ça, pas super bien définie, puis on s'est lancé là-dedans et c'est une belle plante qui pousse quoi, voilà !”, S.

● Formation du groupe :

➤ *Les canaux de communications pour rejoindre le CLA*

Pour rappel, le comité de pilotage avait mis de côté l'utilisation d'un tableau d'échantillonnage avec des critères de représentativité stricts pour constituer un groupe suffisamment hétérogène. Ceci pour diverses raisons, notamment pour une question de moyens.



Ainsi, en premier lieu, il y a eu une attention particulière pour trouver les participant.e.s hors du réseau de l'association Au Maquis. Le recrutement s'est fait en allant discuter dans la rue, sur les marchés et devant les magasins et supermarchés, en faisant de l'affichage sur l'espace public et enfin en organisant une réunion publique.

Pour autant, le Copil s'est autorisé dans un second temps à solliciter les personnes de leurs réseaux afin d'avoir la garantie d'arriver à un nombre conséquent de participant.e.s. Il semblait alors essentiel de trouver des personnes motivées à prendre part à l'expérimentation pour la composition du CLA. Il est alors intéressant de remarquer les divers canaux par lesquels les participant.e.s ont rejoint l'aventure et les possibles effets sur la composition du groupe.

→ La majeure partie des participant.e.s est venue grâce à la connaissance d'une personne qui avait déjà assisté à la réunion publique et/ou aux premières séances. D'une manière générale, l'élargissement de celui-ci s'est fait par le bouche-à-oreille au fur et à mesure des différents cycles d'apprentissage en commun. D'ailleurs, 9 personnes ont rejoint le CLA à partir du deuxième cycle.

→ 7 personnes sont venues car elles font partie du réseau de l'association Au Maquis ou ont lu l'appel à participation sur leur site internet.

→ 5 personnes connaissaient un membre du copil qui les a invitées. D'ailleurs, une habitante de Cadenet, membre du copil, fait aussi partie du CLA.

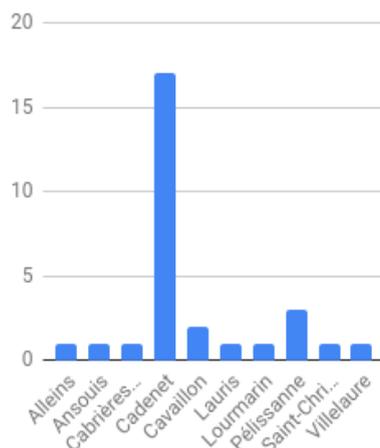
→ 3 personnes sont venues par l'intermédiaire de l'épicerie sociale de Cadenet mais ne sont pas restées. L'une a déménagé et l'autre, arrivée une fois la moitié des séances passées, n'a pas souhaité poursuivre son implication dans l'expérimentation.

→ 1 personne est venue suite à l'affichage dans Cadenet pour la réunion publique.

Enfin, il est important de faire remarquer que nous n'avons pas connaissance de personnes qui auraient rejoint le CLA suite aux rencontres faites lors des diverses sessions au-devant des magasins/supermarchés et sur les marchés.

➤ *Une diversité des lieux d'habitation des participant.e.s*

Si le bouche-à-oreille a eu pour effet de faire grossir le groupe, il a aussi eu pour conséquence d'ouvrir l'expérimentation à des personnes n'habitant pas Cadenet. Ce facteur, plus ou moins inattendu, n'est pas un problème en soi car le comité de pilotage avait déjà validé en amont la prise en compte des personnes désireuses de rejoindre l'expérimentation mais n'habitant pas la commune.



Par conséquent, 17 personnes habitent sur la commune de Cadenet et 12 autres résident dans des villages situés pour la plupart sur le bassin de vie du sud Luberon. Il s'agit donc là d'une part non négligeable du groupe.

La pluralité des lieux d'habitation des participant.e.s n'est pas nécessaire à questionner pour cette première phase d'apprentissage en commun mais cela reste à prendre en compte au moment de tester les critères de conventionnement auprès des acteurs et actrices de la chaîne de l'alimentation présent.e.s sur le territoire, lequel devra être délimité par les participant.e.s.

➤ **La composition du groupe**

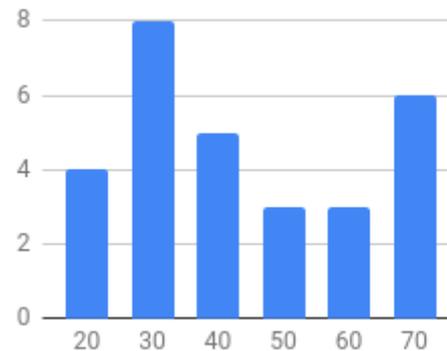
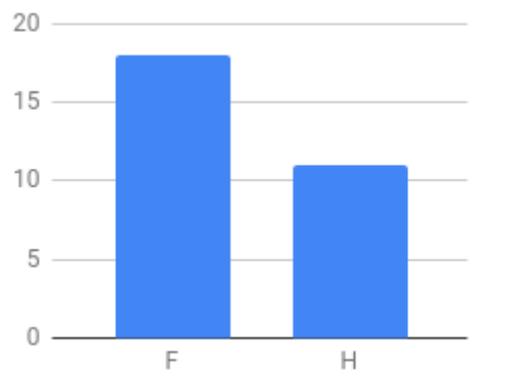
Une trentaine de personnes ont suivi le cycle d'apprentissage en commun (phase 1) et une vingtaine est revenue en septembre, pour démarrer la deuxième phase autour des critères de conventionnement. Il s'agit des personnes surlignées en vert. Parmi elles, une quinzaine compose le noyau dur, de par leur régularité et leur investissement.

SEXE	ÂGE	PROFESSION	VILLE
F	71	retraité, traductrice	Cadenet
H	70	retraité, technicien spectacle	Cadenet
F	39	ingénieure pastoraliste	Cadenet
F	37	maraîchère exploitante	Villelaure
F	46	naturopathe	Lourmarin
H	27	ouvrier agricole	Cavaillon
F	68	retraîtée, infirmière	Cadenet
F	53	ingénieure chercheure	Cadenet
H	39	informaticien libriste	Cadenet
H	27	ouvrier agricole	Pélissanne
H	58	tailleur de pierre	Cadenet
F	78	retraîtée, enseignante	Cadenet
H	34	libraire	Cadenet
F	34	bergère matelassière	Saint-Christol
F	22	ouvrière maraîchère	Pélissanne
F	32	assistante oenologue	Alleins
F	44	enseignante	Pelissanne
F	61	assistante sociale	Cadenet
F	70	retraîtée, travailleuse sociale/formatrice/évaluatrice	Cadenet
H	74	retraité, pharmacien	Ansouis
F	64	infirmière	Cabrières d'Aigues
H	48	commerce international, marin-pompier	Cadenet
H	29	maraîcher	Cavaillon
H	46	artiste, homme médecine	Cadenet
F	32	apprentie RSE	Lauris
F	31	conseillère élevage	Cadenet
F	75	retraîtée, commerçante / formatrice	Cadenet
H	49	informaticien, auto-entrepreneur	Cadenet
F	55	herboriste, ex architecte	Cadenet

- Les caractéristiques du groupe

➤ *Une certaine mixité de genre et de générations*

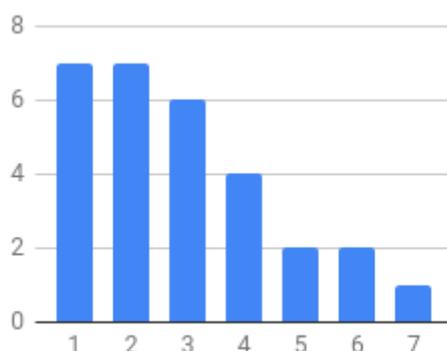
Le groupe initial est composé de 29 personnes. Nous pouvons noter un équilibre relatif entre les femmes (18) et les hommes (11). Aussi, un bon nombre de générations sont représentées de manière homogène même si la tranche d'âge des trentenaires arrive en tête. Les participants ont entre 22 et 78 ans.



➤ *Des catégories socioprofessionnelles prédominantes*

Si les membres du groupe occupent des emplois plutôt différents, ces derniers entrent pour la plupart dans les catégories des cadres (7 personnes) et professions intermédiaires (6 personnes). Aussi, il est intéressant de souligner la part importante des retraité.e.s (7 personnes).

Les catégories socioprofessionnelles qu'occupent les participant.e.s sont représentées ci-dessous par ordre de grandeur.



- 1- Retraité.e.s
- 2- Cadres / Professions intellectuelles supérieures
- 3- Professions intermédiaires
- 4- Ouvrier.e.s agricoles
- 5- Agriculteurs exploitants
- 6- Artisan.e.s / Commerçant.e.s
- 7- Employé.e.s

→ La représentativité de la population de Cadenet, à regarder de plus près !

Pour réellement se rendre compte si le groupe est représentatif de la population de Cadenet, il faut comparer les données collectées auprès des participant.e.s du CLA avec les statistiques de l'INSEE.

Nous savons que le village de Cadenet compte environ 4000 habitants, qu'il y a autant d'habitantes que d'habitants. La majeure partie de sa population se situe dans la tranche d'âge des 45-59 ans. Et la catégorie socio-professionnelle la plus largement représentée est celle des retraités, puis celle ensuite des professions intermédiaires ; 1% seulement des actifs sont agriculteurs. Enfin, les familles avec enfants sont majoritaires dans la diversité des ménages.

Le parallèle est pertinent à faire avec le groupe même si seulement 17 membres sur 29 habitent la commune. Il en ressort que le CLA semble assez représentatif de la population de Cadenet. En effet, la tranche d'âge des 45-59 ans correspond à un tiers des membres du CLA. En fait, il s'agit de la plus représentée si l'on additionne les quarantennaires, cinquantennaires et sexagénaires. De plus, la proportion entre les hommes et les femmes est tout aussi visible au sein du groupe que dans la commune. Et les catégories socioprofessionnelles les plus représentées dans le CLA sont sensiblement les mêmes qu'à Cadenet. En revanche, le groupe compte peu de parents ayant de jeunes enfants alors que ces familles sont majoritaires dans les ménages vivant à Cadenet.

Pour avoir une vision plus fine encore de la représentativité de la population de Cadenet au sein du conseil local de l'alimentation, il est aussi intéressant de comparer les données avec l'échantillonnage qu'avait réalisé une démographe afin d'aider le copil à avoir une idée précise des personnes qu'il faudrait pour arriver à la représentativité la plus juste possible. L'échantillonnage a été construit sur la base d'un groupe de 25 habitant.e.s. Les tableaux comparatifs en annexe n°5, permettent ainsi de voir les ressemblances et/ou les décalages entre la composition du CLA et la population de Cadenet. En revanche, il est important de garder en tête que la comparaison ne peut être tout à fait exacte puisque le CLA compte 29 participant.e.s et que toutes et tous n'habitent pas Cadenet. Pour autant, il n'était pas forcément judicieux de garder comme élément de comparaison seulement les 17 personnes habitant Cadenet, ni d'évincer 4 personnes arbitrairement pour arriver à la somme de 25. Ce qui est opportun ici, c'est bien de dessiner le portrait du CLA en regard de la population de Cadenet.

➤ **Des profils plutôt similaires**

Une connaissance avisée des enjeux alimentaires et environnementaux :

Parmi la trentaine de personnes qui ont participé au cycle d'apprentissage en commun, onze d'entre elles travaillent dans les secteurs de l'agriculture et du soin par l'alimentation. Trois personnes sont ouvrières agricoles, deux sont maraîchères, puis une autre est bergère matelassière. Il y a également une conseillère élevage, une ingénieure pastoraliste, puis une assistante oenologue. Enfin, une personne est naturopathe et une autre est herboriste.

De ce fait, un tiers des participant.e.s ont déjà, de par leur métier, une certaine vision et approche du monde agricole et du système alimentaire actuel. Pour autant, même sans travailler dans ce milieu, d'autres personnes se sont montrées plutôt expérimentées quant aux enjeux alimentaires et environnementaux.

“Je suis déjà intéressé par les questions de relocalisation, de production et d'accessibilité de l'alimentation, je souhaitais donc participer d'une manière ou d'une autre aux réflexions sur la SSA”, K.

“Je suis très intéressée depuis longtemps par l'agriculture durable et du coup par tout ce qui en découle... D'esprit militant, j'aime mouiller le maillot et puis il y a une continuité avec mon engagement associatif !”, S.

“J'avais écouté dans une émission sur France Info, une personne qui critiquait les lois Egalim et les Etats généraux de l'alimentation. Et donc j'ai vu là, une fois de plus, l'histoire de l'intermédiaire qui s'en met plein les fouilles [...] Au sujet de l'alimentation, j'ai pu apprendre à l'époque grâce à Radio Zinzine, l'importance des semences et des grosses entreprises qui veulent faire main basse dessus. Donc disons que j'avais déjà un peu d'esprit critique et une vision de ce qui ne va pas !”, S.

De l'expérience dans des engagements militants/citoyens :

L'investissement dans diverses associations et collectifs militants est un aspect sur lequel une très grande partie des participant.e.s se rejoignent. Ce facteur interroge alors sur une culture de l'engagement préalable pour se lancer dans cette expérimentation.

“L'associatif, c'est quelque chose qu'on pratique depuis longtemps, assez naturellement sans excès hein. On n'a pas de grandes responsabilités, nulle part. On n'est président de rien et animateur de rien mais oui occuper notre temps à des choses qui peuvent servir oui. Puis une chose débouche sur une autre, tu sais, c'est comme ça !”, G.

“Je suis impliqué depuis une dizaine d'années dans diverses actions, associations. Essentiellement, c'est l'informatique et les logiciels libres. J'ai pu déjà y expérimenter l'éducation populaire et la vraie démocratie [...] Les années suivantes, j'ai étendu ça à ce côté politique, économique, financier et donc je suis impliqué à ce niveau-là et ce sont les choses qui font que j'ai envie de me bouger. Donc, quand j'ai découvert à Cadenet, village où j'habite, une affiche sur la Sécurité sociale d'alimentation, j'ai foncé !”, S.

“Je suis habituée à des engagements associatifs et syndicaux, mais plutôt associatifs. Autour de la paysannerie, mais pas que. Et moi de base, ma formation c'est animatrice en environnement mais pour changer aussi je me suis mise sur la branche agricole et ça fait partie des trucs qui m'ont hyper formée et aussi envie de donner une autre grille de lecture, envie de m'engager dans l'agriculture. Après, j'ai été administratrice de l'ADAR. Association de Développement Agricole et Rural. Voilà qui est l'association de développement de la Confédération paysanne. Je suis aussi pas mal sur les questions de l'installation agricole et j'étais investie dans une AMAP et deux magasins de producteurs en tant que paysanne. Mais en vrai, même avant ça. J'ai été militante dans un mouvement d'éducation populaire qui s'appelle le MRJC à partir de mes 17 ans, c'est une association d'éducation populaire en milieu rural. Et il y a un peu trois grosses branches, trois thématiques communes à toute la structure : l'éducation, l'agriculture et l'emploi en milieu rural. J'y ai passé pas mal d'années au final et il y a une structuration que je n'ai jamais retrouvée je pense dans d'autres structures, d'autres collectifs, syndicats ou autres, cette place de la démocratie quoi ! Enfin ça a été une école de la démocratie et que bêtement j'imaginai que tout le monde, dans les engagements associatifs était déjà passé par ce genre de stade-là. Et pas du tout et du coup j'ai souvent quelque part au fond de moi, soit la déception, soit le regard critique sur comment ça fonctionne. Et pour le coup, les questionnements autour de la démocratie participative ne sont absolument pas nouveaux pour moi !”, E.

“L'idée de démocratie directe ou les systèmes de gouvernances horizontales me sont familiers car je m'y intéresse dans le cadre des écolieux”, R.

- Différentes aspirations pour prendre part à l'expérimentation :

“Ce qui m'a le plus marqué, c'est la diversité des raisons qui ont poussé les gens à participer aux réunions et parallèlement les nombreux rapports que l'on peut avoir avec l'alimentation”, K.

➤ ***Une curiosité ou un intérêt déjà existant pour la Sécurité Sociale de l'Alimentation***

La majeure partie du groupe n'avait encore jamais entendu parler de sécurité sociale de l'alimentation. La simple envie de découvrir de quoi il s'agissait a suffi pour venir aux premières rencontres.

“J'étais curieuse de savoir ce qu'était la SSA et l'alimentation est un des enjeux le plus important dans le futur avec le changement climatique, les problèmes d'accès à l'eau...”, M.

“Quelqu'un m'a donné l'info sur l'existence de ces réunions. Le sujet m'intéressait même si je n'avais aucune idée de ce que pouvait être la SSA !”, D.

“L'idée de la SSA a déjà été une grande découverte pour moi. L'idée de pouvoir manger correctement, que tout le monde puisse le faire et que l'écosystème en tire tous ces bénéfices, restent pour moi 3 points essentiels”, M.

Si pour la plupart des membres du CLA le projet de sécurité sociale de l'alimentation était une découverte totale, quelques personnes néanmoins en avaient déjà connaissance et avaient pour volonté de s'enquérir sur ce sujet.

“J'avais déjà l'envie de travailler sur la SSA. Et à travers cette expérimentation j'ai envie de nourrir la réflexion d'autres personnes intéressées par cette question, de participer à cette dynamique avec mes bagages, d'aller doucement vers de la concrétisation de cette belle et complexe idée de la SSA. Ce qui était clair, c'est que j'avais envie de passer du temps, de l'énergie pour bosser d'une manière ou d'une autre sur la sécurité sociale de l'alimentation et du coup rejoindre des personnes qui étaient motivées pour faire ça sans savoir beaucoup plus quoi ! Je n'étais pas bourrée d'attentes précises !”, E.

“J'avais déjà entendu parler de SSA parce que j'écoute Friot, Lordon. C'était encore assez flou quand j'essayais d'en parler aux gens autour de moi, c'était pas clair du tout. Je voyais l'intérêt mais vraiment de loin, ce n'était pas clair dans ma tête. Et là, ça a éclairci plein de choses, ça pose des questions aussi, ça montre des zones d'ombres sur lesquelles il faut qu'on cherche plus, enfin que je me renseigne plus !”, T.

➤ **Œuvrer pour un changement de société**

Cette recherche-action, au service d'une transformation sociale, a été un argument déterminant pour prendre part à l'expérimentation. Nous le retrouvons dans bon nombre de témoignages à travers la volonté de changer de paradigme en vue d'une société plus égalitaire et d'une planète préservée.

“J'y participe parce que le sujet correspond à mes valeurs, par curiosité et parce que je trouve ça très intéressant de pouvoir débattre, chercher et trouver une solution pour le bien de la planète et pour l'humain”, M.

“Avec ma collègue, nous cherchons un moyen vertueux de nous rémunérer qui ne passerait pas par le versement d'argent. L'idée d'une socialisation d'une partie de la valeur produite par notre outil de travail en vue de développer un circuit de production-distribution alimentaire local nous semble déterminant pour lutter contre les dérives actuelles”, A.

“À l'âge de 20 ans, il y avait que l'informatique qui m'intéressait et au fur et à mesure des années, je me suis ouvert aux autres et j'ai eu la chance d'avoir accès à ces idées que je trouve fondamentales, utiles et d'avenir. Et donc là aussi, c'est pour moi être à l'origine de quelque chose dont je suis content de construire, c'est cet avenir aussi avec la Sécurité sociale de l'alimentation, c'est reprendre le pouvoir citoyen sur nos vies parce que bien manger, c'est la base de la vie !”, S.

“Je suis arrivé là avec plein d'espoir et d'attentes parce que ce projet national de la SSA est le seul système qui, à ma connaissance, permettrait un changement radical de société en répondant aux enjeux écologiques et sociaux de notre époque”, T.

Le fait est que par cette recherche-action, un projet de société avant-gardiste est expérimenté, insufflé de l'espoir chez certain.e.s participant.e.s. L'envie de croire qu'un autre monde est possible devient alors plus si lointaine !

“J’ai l’espoir que tout peut changer ! Et ce qui m’a plutôt réconforté, c’est le fait que des jeunes soient si investis et efficaces !”, G.

“Je me suis dit d’abord, qu’est-ce que c’est que ce truc-là ? Primo, parce que j’avais jamais entendu parler et je me suis dit non, non, c’est pas pour moi parce qu’il faut penser, c’est des trucs que je me dis que je ne sais pas faire. Mais je me suis dit aussi que c’est trop important, quoi ! Et quand je suis arrivée aux premières réunions, je dois dire que ça m’a donné de l’espoir ! Franchement, j’ai trouvé ça porteur d’espoir ! Et en plus, le premier atelier, quand il y a eu les Greniers d’Abondance, je me suis dit mais oui, mais c’est ça ! J’ai trouvé ça fabuleux cette intervention ! Peut-être, ça a fourni un cadre, un support à tout ce qui était en brouillon dans ma tête. Et je me suis dit oui, on a tous une responsabilité dans ce truc-là et bon après c’est monumental, arriver à tout foutre en l’air, ça va pas se faire comme ça hein !”, D.

“Ça m’a fait vachement de bien au niveau politique, enfin je trouve que c’est un exercice de politique réelle, avec des vrais gens et du coup à chaque fois que je repars du CLA, ça me regonfle parce que je me dis que c’est un espace où on a pu parler de choses importantes entre gens qui ne sont pas experts. Et puis, en voyant se dessiner probablement des choses à venir qui sont enthousiasmantes, donc déjà redonner un peu d’espoir ! Et le sentiment que la politique maintenant, je trouve qu’elle doit se faire comme ça. Donc déjà ouvrir un espace comme ça, c’est super !”, A.

➤ **Tenter une nouvelle expérience de démocratie participative**

Réfléchir à ce changement de société entre habitant.e.s d’un territoire a été très enthousiasmant pour les participant.e.s. Placer la participation citoyenne comme élément central de la recherche-action a été tant un élément fédérateur qu’un gage d’implication. Pour certain.e.s, c’était l’occasion de renouveler différentes expériences de démocratie participative malheureusement avortées.

“S’il y a quelque chose qui m’a plu moi justement dans ce projet, c’est l’idée qu’on puisse fonctionner de manière démocratique parce que ça, c’est une vieille idée qui n’a jamais vu le jour ! Parce que depuis notre jeunesse, on est quand même un peu dans une façon de penser de ce genre mais on a bien vu comme ça a été très difficile dans notre vie de faire quoi que ce soit. Voilà, donc c’est très intéressant pour nous de voir qu’il y a encore la possibilité de réfléchir à ça, à cette façon de fonctionner ! Je suis contente de voir que ça repart et j’espère qu’on peut avancer un peu plus sur cette façon de gouverner par le dessous, par la base. Je trouve intéressant qu’on le fermente ensemble parce qu’on ne sait pas où on va en fait. Et je trouve que si maintenant, aujourd’hui, il y a des gens qui y croient et qui fonctionnent comme ça, c’est magnifique. Vraiment, c’est ça le plus précieux pour moi !”, G.

“Là l’enjeu, pour que ça change vraiment quelque chose, enfin en tout cas, moi, ce qui m’intéresse dans la Sécurité Sociale de l’Alimentation, c’est que ça devienne vraiment démocratique ! Car à partir du moment où il y a des écarts de niveau de connaissance, des gens qui ont plus de légitimité à dire quelque chose, enfin qui serait plus écouté que d’autres, ben ça perd direct tout son sens en fait ! Ça respécialise, ça refait des monopoles !”, T.

“Mon investissement dans le CLA, c’est pour faire changer le système alimentaire dominant mais c’est aussi, et je le mettrai en avant même, le fait d’expérimenter un processus démocratique !”, E.

- Échanger autour des pratiques alimentaires pour se rencontrer :

Il y a eu deux temps de rencontres pour échanger autour de ces questions. Si l'on peut rapidement faire des recoupements sur les modes alimentaires et d'approvisionnement, les entretiens ont permis une analyse plus fine et ont montré qu'il existe une certaine complexité entre un idéal et la réalité.

➤ **Des pratiques alimentaires proches**

D'une manière générale, les membres du CLA achètent des produits alimentaires bio en privilégiant les producteurs locaux :

"On va tout le temps au magasin de producteurs de La Bardane, on achète au marché paysan !", A.

"Je suis fille de paysanne mais quand même élevée un peu au supermarché. Après, j'ai assez vite pris le choix d'aller vers un autre type d'alimentation et à m'investir très tôt dans des Amap. Donc une alimentation bio mais de producteurs locaux", E.

"Une fois par semaine je vais chercher mon panier AMAP, il y a des légumes, des oeufs et du pain. Et pour les fromages, la viande et les fruits, j'achète à l'épicerie au centre de Cadenet. Je vais aussi au magasin de producteurs de La Bardane.", F.

"Tout ce qui est fruits et légumes et épicerie, j'achète quasiment que dans les magasins bio et je suis dans une Amap depuis plus de 10 ans. Et maintenant, enfin depuis l'année dernière, je pense que je suis plus sensible au fait que le bio dans les supermarchés c'est pas éthique et donc j'évite ! Je le faisais avant mais hier encore, je voulais acheter je ne sais plus quoi et puis je me suis dis, ah ben non !", D.

Il est intéressant aussi de relever que pour certain.e.s, acheter bio n'est pas une pratique nouvelle même si au départ cela n'allait pas de soi :

"J'ai toujours acheté du frais à l'épicerie du coin et sans aller au bio parce que le bio, je sentais que c'était... Je me sentais pas légitime à aller dans les magasins bio. À l'époque, il y avait une coop bio à Manosque et j'ai mis beaucoup de temps à réussir à aller acheter dans un magasin bio parce que je ne sais pas si je sentais que c'était sectaire ou bien si c'était moi, j'en sais rien mais je n'y arrivais pas ! Et en fait, j'ai eu un compagnon qui y allait et du coup ça m'a facilité pour franchir ce pas. Mais ça fait quand même un moment, ça remonte, ça devait être en 95...", D.

Aussi, plusieurs personnes expliquent que le choix du bio a relevé au début davantage d'une préoccupation écologique que d'une question de santé :

"Pour moi c'était plus un lien à l'impact qu'à nos choix alimentaires sur un paysage agricole. Pour moi c'était plutôt le lien avec quel genre d'agriculture j'ai envie de soutenir que le côté purement alimentaire, c'était pas quelque chose qui me préoccupait trop mais maintenant ça a changé à cause de problèmes de santé !", E.

“Quand je suis allée vers le bio, je me rappelle que j'avais argumenté pour essayer d'entraîner ma mère à consommer du bio. C'était plus par respect de l'environnement. En me disant, moi peut-être que je m'en fiche d'absorber ceci ou cela parce que je crois toujours que je suis indestructible, un peu moins maintenant... Mais par rapport à l'environnement, je me disais qu'il y a des pratiques... Voilà, en Espagne, les cultures intensives et tout ce que ça a fait sur l'environnement. J'étais plus sensible à ça et c'était plutôt ça qui me faisait avoir une démarche comme ça. D'assez longtemps en fait, même d'avant 95 sauf que je n'achetais pas bio à cette époque-là mais dans l'esprit ! Je ne l'avais pas transposé dans ma consommation alimentaire, tout ça, mais j'étais écolo quoi !”, D.

Et si une attention particulière est mise sur le fait d'acheter dans des petits magasins de proximité ainsi que directement auprès des producteurs, le recours au supermarché n'est pas pour autant une pratique d'achat prohibée. C'est le cas pour certains aliments qui ne se trouvent pas sur le territoire et/ou pour des produits transformés.

“Pour les légumes et fruits de saison , le riz, les oeufs et le poisson, nous allons au magasin de producteur. Et de temps en temps on achète de la viande chez le boucher du village. Mais après pour le reste de l'épicerie et pour les fruits et légumes non locaux, on va au Spar près de chez moi pour des petites quantités ou bien alors au Super U si c'est pour des plus grosses. Et ça peut être bio comme pas bio. Par contre nous évitons les aliments ultra transformés !”, A.

“Maintenant mes courses je les fais un petit peu au supermarché mais l'alimentaire plus beaucoup, franchement plus beaucoup. Des fois, j'avoue que les laitages, j'achète pas toujours dans les magasins bio, quoique c'est moitié moitié maintenant hein ! Mais j'achète encore des fois de la feta ou des choses comme ça. J'achète encore un peu de charcuterie aussi !”, D.

“J'achète dans les supermarchés des produits transformés comme certains fromages, type camembert et gruyère et aussi du sec et des conserves”, F.

Une importance est aussi accordée au fait de cuisiner ce que l'on mange. Acheter des produits déjà cuisinés n'est pas une pratique qui a été relevée. Certain.es ont grandi avec les légumes du jardin et l'habitude de se rendre à la ferme et d'autres ont le savoir-faire de transformer eux/elles-mêmes les produits pour les conserver.

“Ma mère, je l'ai toujours vu avec un jardin et donc on mangeait les légumes du jardin. Et effectivement, quand il y a des gens qui viennent à la maison, ils me disent : mais ils ont un goût sucré ! Comment tu fais ? C'est qu'ils viennent du jardin, ce n'est pas de la boîte industrielle ! Et vu que je ne suis pas un grand spécialiste de la cuisine, je reviens fièrement vers manger quelque chose de plutôt simple. Voilà donc effectivement pas trop de produits ultras transformés du supermarché même si c'est sympa de temps en temps de manger un carré de chocolat. Mais je ne prétends pas avoir de doctrine ou d'habitudes là-dessus.”, .”, S.

“Quand j'étais en région parisienne, j'habitais limitrophe de la grande banlieue où il y avait encore une ferme et j'allais acheter le lait à la ferme, les yaourts, les légumes. Il vendait des légumes et j'y allais quand même à cette époque-là et c'était avant 1980 ! Et puis on avait un grand jardin, on ramassait les fraises, les cerises, les pommes, l'oseille, enfin il n'y avait pas tout mais... c'était quand même la banlieue parisienne mais dans mon esprit, c'était un grand jardin !”, D.

“Pour la viande, je l'achète à 70% chez des producteurs, un peu à La Bardane aussi et puis on fait de l'auto production, on fait des conserves de viande en famille ! Pareil pour les confitures et les conserves de fruits et légumes !”, S.

➤ *Une accessibilité contrastée à une alimentation choisie*

Si les pratiques alimentaires décrites ci-dessus sont partagées par une grande partie du groupe, certain.e.s participant.e.s ont également exprimé leur impossibilité à consommer comme ils/elles le souhaiteraient en raison du prix trop élevé des produits bio et se retrouvent contraint.e.s à acheter en supermarchés.

“Globalement j'essaye d'acheter des produits bios et le plus local possible mais quelques exceptions sont faites sur mes produits transformés trop chers en bio. Et j'ai baissé ma fréquentation des épiceries spécialisées type biocoop à cause de l'augmentation des prix. Et pour les légumes frais, locaux et bio, je fais de la récupération d'invendus et du glanage !”, K.

“On va à La Bardane et au marché paysan pour les légumes et les fruits, les oeufs, mais pour les produits bio trop chers au magasin de producteurs, on va au Super U !”, G.

“J'ai un mode de vie assez... J'avais souvent tendance à dire précaire volontaire mais en fait plutôt une sorte de sobriété volontaire. Et en fait je me suis rendu compte qu'être précaire, ce n'est pas volontaire ! Et là je commence à rentrer dans la précarité et que ce n'est pas pareil. A réfléchir, à me dire ouais ben là j'ai déjà dépensé six balles aujourd'hui et je vais m'arrêter là, des choses comme ça quoi. Où du coup, je n'arrive plus à tout concilier entre mes envies de promouvoir un type d'agriculture qui correspond à ce que j'ai envie de promouvoir, de faire gaffe à ce que je mets dans mon corps pour que je n'ai pas besoin de prendre des médocs et tout ce que j'ai dans le porte-monnaie. Et du coup, là ça devient compliqué et je me retrouve à retourner dans les supermarchés, à bouffer de la merde que je ne bouffais pas depuis hyper longtemps ! Mais voilà, à jongler entre tout ça quoi ! Mais c'est pas pour un intérêt personnel qui fait que ça m'intéresse l'histoire de la Sécurité sociale de l'alimentation, je trouve qu'on peut être plein dans ma situation et que ce serait assez bien que ça puisse se faire, qu'on est tous et toutes le choix d'aller vers une alimentation un peu de qualité. Sans avoir à jongler comme ça quand on a un petit portefeuille et du coup, d'être contraint de bouffer de la merde !”, E.

Toutefois, même si des manières de consommer peuvent différer en fonction des bourses de chacun.e, il n'en reste pas moins des valeurs communes au sujet de l'alimentation.

➤ *Des valeurs et principes semblables*

L'ensemble des participant.e.s ont un intérêt partagé autour des questions liées à l'alimentation avec un souci de bien se nourrir et de respecter l'environnement. Des valeurs et principes sur la manière de se nourrir se recourent autour de :

- **La santé** : le bien-manger, le goût, les produits bio, pas trop gras.
- **L'environnement** : consommer local et de saison, ne pas gaspiller.
- **Le respect des animaux** : végétarisme, réduction de la viande et achat de viande de meilleure qualité.
- **L'éthique** : acheter commerce équitable, éviter certaines marques, ne pas être manichéen dans ses choix.
- **La connaissance** : transmettre, connaître les producteurs, la convivialité.

→ Que changer pour tendre vers un idéal de consommation ?



D. L'apprentissage en commun (Phase 1) :

"On se rencontre régulièrement, on se forme et s'auto-forme en marchant !", A.

- Les 3 cycles d'apprentissage :

Pour s'atteler à la tâche, considérable et possiblement abstraite, que représente l'élaboration de critères de conventionnement de notre alimentation, il semblait primordial de prendre un temps nécessaire à l'appropriation d'une connaissance de cause commune. Pour se faire, le comité de pilotage a construit un programme d'apprentissage pour amener les participant.e.s à s'interroger sur :

- Que veut-on manger ?
- Que faut-il mettre en place pour cela ?
- Comment le mettre en place ?

Ce programme de rencontres et d'éducation populaire, imaginé sur une durée longue de 5 mois, a été décliné autour de trois thématiques centrales du projet de Sécurité Sociale de l'Alimentation :

- Les systèmes alimentaires
- L'histoire et le financement de la "Sécu"
- La démocratie et la participation citoyenne

Cette première phase a été articulée en trois cycles d'apprentissage, chacun d'eux correspondant à une des thématiques ci-dessus. Chaque cycle est décomposé en 3 séances. Ces dernières étant déclinées comme suit :

- Une intervention d'un.e spécialiste de la thématique en question
- Un débat contradictoire
- Un atelier "d'intelligence collective" en petits groupes

Programme d'apprentissage en commun :

1/ Alimentation : 3 mars - 7 avril 2022

Séance 1 : Intervention de Sébastien Léviaonnois des Greniers d'Abondance pour une présentation générale des systèmes alimentaires

Séance 2 : Débat contradictoire autour du bio et local par Mylène Maurel et Sarah Lachenal

Séance 3 : Temps de réflexion entre participant.e.s du CLA

2/ Économie : 21 avril - 19 mai 2022

Séance 1 : Intervention de David Garcia (cadre à la CPAM et syndiqué CGT) pour une présentation général de l'histoire du financement de la sécu

Séance 2 : Débat contradictoire entre Yann (membre du Réseau salariat) et Tanguy (d'Ingénieur sans frontières) qui propose deux solutions différentes pour la mise en place de la cotisation

Séance 3 : Temps de réflexion entre participant.e.s du CLA

3/ Démocratie : 21 juin - 30 juin 2022

Séance 1 : Intervention de Pinar Selek (sociologue, université de Nice) pour une présentation des enjeux de participation citoyenne et populaire

Séance 2 : Débat contradictoire autour de la démocratie alimentaire avec Dominique Paturel (chercheuse à l'INRAE)

Séance 3 : Temps de réflexion entre participant.e.s du CLA / Bilan Phase 1

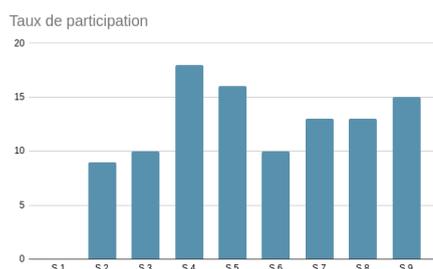
La première séance de chaque cycle consistait à mettre à plat des informations contextuelles et des données empiriques pour permettre aux participant.e.s d'approfondir la thématique en question. La deuxième séance laissait place au débat afin de se forger une opinion. Des arguments "pour et contre" étaient préparés par des membres du copil afin d'aiguiser l'esprit critique des participant.e.s et arriver à un consensus quant aux questionnements mis en avant au cours des deux premières séances. Enfin, la troisième séance était consacrée au travail de groupe, le but étant que les différentes réflexions et positionnements de chacun.e ressortent à travers une production commune.

Il est important de faire remarquer que les temps de réunion sont construits comme des espaces d'échange et d'écoute, où une attention particulière est mise sur la circulation de la parole dans le groupe. Dans une volonté d'amélioration continue, ces observations ont été systématiquement renseignées dans les grilles d'observation annotées lors des réunions.

Au début des rencontres, il a été décidé avec l'ensemble des participant.e.s que les séances soient le jeudi, à 18h30 et tous les 15 jours, afin que cette première phase d'apprentissage en commun se termine fin juin.

A ce moment-là, il a également été choisi de laisser la possibilité à d'autres personnes de rejoindre le groupe n'importe quand au cours de cette phase. Pour autant, il a été convenu que le groupe soit définitif à partir de septembre ; des nouvelles personnes ne pourraient donc pas s'y ajouter pour débiter la deuxième phase. Plusieurs raisons à cela, d'une part, pour que le rapport de confiance instauré au sein du groupe soit respecté, d'autre part, pour que l'ensemble des participant.e.s aient ce socle commun de connaissances afin d'établir les critères de conventionnement. Ce facteur, intelligible, pose tout de même la question de l'ouverture du groupe, du partage des savoirs et de leurs transmissions en dehors du cadre expérimental. Par la suite, il sera nécessaire d'envisager comment rendre accessible cet apprentissage, à la fois en terme de temps à y consacrer mais aussi en terme de vulgarisation des contenus. C'est d'ailleurs une réflexion qui a émané au sein du groupe et sa possible herméticité sera finalement remise en question au commencement de la deuxième phase.

Quoi qu'il en soit, il s'agit d'observer dans cette première phase comment le processus d'apprentissage en commun permet la construction d'une culture commune et ainsi de porter un regard collectif sur les différents enjeux abordés. Nous allons décrypter cela à travers l'analyse des différents cycles auxquels ont pris part les membres du CLA.



Ce graphique montre le taux de participation tout au long de la phase d'apprentissage en commun. Le nombre de participant.e.s à la première séance n'est pas renseigné car il n'a pas été relevé.

Le taux moyen sur les 8 séances s'élève à 13 personnes.

➤ Cycle 1 : Les systèmes alimentaires

“Ce cycle m’a permis d’avoir des données plus précises et de prendre conscience de l’énormité des problèmes à solutionner ! Il y a eu des super explications pour expliquer le système alimentaire, même si plombantes ça a donné du sens à la suite !”, Y.

“L’intervention des Greniers d’Abondance, ça m’a convaincue que j’étais à ma place. Enfin que j’étais au bon endroit !”, D.

Dans ce cycle, le but était de comprendre ce qu’est un système alimentaire et ce qu’implique localement la mise en place d’un système alimentaire durable. Pour se faire, Sébastien Levionnois, des Greniers d’Abondance⁶, est intervenu pour parler du fonctionnement du système agroalimentaire dominant, ses tenants et ses aboutissants. Il y a ensuite eu un débat autour du bio et du local après une présentation sur le potentiel nourricier du Luberon et les circuits de distribution. Enfin, le groupe a terminé ce cycle en dessinant un paysage alimentaire souhaitable, en partant de Cadenet pour ouvrir sur de plus grandes échelles.

→ Les éléments marquants :



⁶ <https://resiliencealimentaire.org/>

★ Les limites et travers du système agro-alimentaire :

“J’ai réalisé que les déchets du système alimentaire engendrent un coût financier important !”, S.

“J’ai pris conscience des travers pernicieux de l’aide alimentaire qui résultent d’un détournement des lois sur le gaspillage alimentaire”, F.

“J’ai compris que le système alimentaire ne pouvait pas nourrir toute la population si le modèle dominant perdurait”, D.

“Le rappel de l’absurdité des modes de productions agro-industriels et leur pesanteur à cause des lois du marché sur tous les paysans et toutes celles et ceux qui souhaitent faire autrement”, A.

★ Une production locale limitée mais existante :

“La part relativement faible de la population qui pourrait être nourrie grâce aux terres agricoles locales. Même si on peut faire le constat qu’à une échelle locale, il existe des acteurs, actrices, des terres, des lieux qui pourraient assez facilement servir de base à un nouveau circuit de production-distribution”, A.

“Je me suis rendue compte de la disparition des terres cultivables”, D.

★ L’enjeu du droit à l’alimentation pour une justice sociale :

“L’idée même d’une solidarité au niveau de l’alimentation avec le droit universel au bien manger !”, F.

“Bien souvent, le prix du bio en supermarché et chez le producteur n’est pas le même car ce dernier reçoit une rémunération juste à travers la vente de ses produits”, S.

→ **Les souhaits pour un changement !**

“L’urgence, la nécessité de changer les choses ! Je crois que la SSA est une bonne chose car nous avons besoin de cette sécurité alimentaire en considérant que la situation à venir est très incertaine”, G.

“Augmenter le nombre d’agriculteurs et agir sur le mode d’approvisionnement pour des meilleurs produits accessibles localement”, D.

“Il y a la nécessité de changer le système alimentaire dans son ensemble, les politiques agricoles, les modes de production et de transformation, les habitudes alimentaires... S’il faut choisir, je commencerais par rediriger les aides et subventions vers l’installation de paysans sur des petites surfaces avec des pratiques respectueuses de l’environnement. Au niveau local, cela se traduirait par donner la priorité aux petites installations et sanctuariser les terres agricoles. Il faudrait aussi subventionner l’alimentation par des aides aux producteurs ou mangeurs pour la rendre plus accessible !”, K.

“Je me dis qu’il faut arriver à créer un contre discours sur l’alimentation locale et la production paysanne dans les lieux où sont les rouages du système agro-industriel (zones commerciales, cantines, écoles, places publiques...), générer de l’adhésion en impliquant les producteurs.rices. Créer, développer, les lieux de consommation, comme des cantines ou cuisine collective, à l’échelle des communes”, A.

"J'aimerais que la production alimentaire soit sans pesticide. Que la généralité soit le bio. Je souhaiterais que les terres agricoles sans propriétaire soient rachetées par l'Etat. Qu'il y ait des formations et des écoles de paysans bio", M.

"Cette histoire de la niche du bio, ça ne va pas être extensible à l'infini. On arrive au bout ! Oui, c'est vrai, forcément, mathématiquement. Et voilà comment on va passer ce cap ? De toute façon, c'est pas soi-même dans son coin, en allant acheter au magasin bio, on ne va pas changer le monde ! Voilà, ça, c'est une prise de conscience que j'ai eue grâce à l'atelier paysan. Et ce truc de dire qu'il ne faut pas non plus être moraliste et dire nous, on est les bons et les autres c'est les mauvais ! Évidemment ! Alors oui, il faut être un groupe et oui, il faut être plusieurs groupes. Et oui, c'est politique !", D.

→ **La Foire Aux Questions :**

- Quels coûts sont engendrés par le système agro-alimentaire dominant ?
- Est-ce que ce système permet de nourrir tout le monde ?
- Est-ce qu'on peut changer de système ?
- Comment on peut agir ? A quelle échelle ?
- Comment on encourage à devenir paysan ?
- Est-ce qu'on veut être autonome ou souverain ?
- Est-ce qu'on devrait reprendre des terres viticoles pour les mettre en culture maraîchère ?
- Comment penser l'imbrication entre la SSA et le système agro-alimentaire en place, qui ne va pas disparaître de suite ?
- Pourquoi ne verserait-on pas aux paysans un salaire à vie ?
- Qui doit payer le juste prix quand on ne peut pas, même si on le voudrait ?
- Combien de quantité a-t-on besoin de produire sur le territoire pour nourrir les habitant.e.s du Luberon ?
- De combien d'euros et d'hectares on a besoin sur une année pour nourrir une personne ?
- Quel rôle peut jouer la Mairie pour acquérir du foncier pour les petits agriculteurs ?

→ **Travail de groupe :**

"C'est chouette d'imaginer ce qu'on rêve !", E.

A la suite des deux premières séances, il était opportun de travailler sur un paysage alimentaire désirable pour construire une utopie. Pour se faire, le groupe s'est séparé en deux afin de réfléchir à ce qu'il voudrait à travers les différentes échelles de ce paysage alimentaire.

→ Quel système alimentaire durable rêvé dans le Sud Luberon et au-delà ? (voir annexe 6)



“Je ne savais pas que la création des CHU s’était faite grâce aux cotisations de la sécu ! Que les cotisations à la base servaient pour rembourser les soins mais aussi pour faire de l’investissement ! Les caisses ont alloué 4 fois plus aux hôpitaux que le ministère de la santé ! Franchement, je suis fière de l’histoire de la sécu !”, D.

“J’ai été surprise de savoir quand elle a débuté et comment elle a vu le jour. J’avoue ne m’y être jamais intéressée. Ce qui m’a bousculé a été d’apprendre que la sécu a été organisée et mise en place par la CGT, que c’est le fruit d’un grand combat militant et que cela ne venait pas des instances politiques de l’époque !”, M.

★ Des biais dans l’évolution de la “sécu” :

“Le fait que c’est un combat militant de longue haleine, que l’aboutissement de la sécurité sociale n’est plus le projet de base, que des changements se sont opérés depuis 1945”, S.

“La perte de l’indépendance de la gestion de la caisse avec l’arrivée du paritarisme dans les caisses de la sécu et la gestion par l’Etat, d’où l’importance de bien maîtriser la gouvernance des caisses. Laisser entrer l’État qu’avec prudence sous peine de voir dénaturer le projet et de perdre la démocratie directe indispensable à la justice du système”, A.

“Quand il y a eu une spécialisation des caisses, ça n’a pas marché ! Le fait est que la spécialisation a détaché les spécialistes du reste des ouvriers et du terrain et ce fut une faille dans laquelle les patrons se sont engouffrés”, T.

★ Des visions différentes de voir le financement de la SSA :

“D’avoir ces deux propositions, ça pose question même si moi j’y ai vite répondu parce qu’il y en a une qui m’intéresse beaucoup plus que l’autre. La première proposition est plus facile à mettre en place, qui est de prendre les cotisations sur le salaire net, à hauteur de 15%. La seconde proposition est de prendre 8% sur la valeur ajoutée des entreprises et pour moi l’enjeu est de prendre l’argent là où il est ! Donc je vois plus un avenir désirable avec cette dernière proposition ! Seulement 8% de la valeur ajoutée des entreprises pourraient financer les 150€ par mois de la carte de sécurité sociale, donc quand on imagine que l’on pourrait prélever plus que 8%... On peut imaginer un avenir tout à fait sympa-éthique ! À long terme, c’est plus tenable et au niveau sociétal ce serait une révolution. Mais ça semble plus compliqué à mettre en place car il faut convaincre les entreprises de les taxer sur leurs bénéfices”, T.

“Pour moi, la proposition de financer la carte alimentaire par la cotisation sur le salaire, c’est d’aménager le capital, pas de s’en extraire !”, K.

“Je savais bien que l’idée de la SSA était portée par une diversité de structures mais je n’avais pas mesuré jusque-là à quel point la proposition politique de Réseau Salariat n’était pas portée collectivement dans ce chantier global de la SSA. La crainte est née chez moi de voir se mettre en place des outils correspondants aux critères communs de la SSA mais ne remettant pas du tout en cause le système global capitaliste et qui deviennent des petits pansements de plus ici ou là”, E.

➔ **Les souhaits pour un changement !**

“On doit faire en sorte de taxer les actionnaires pour une redistribution des richesses pour pouvoir mieux manger et donc réduire les coûts sur la santé”, Y.

“Faire attention à la spécialisation dans la gouvernance des caisses pour ne pas refaire les mêmes erreurs qu’avec la sécu !”, T.

“C’est important dans le modèle de SSA de garder la gestion et l’autonomie des caisses ! Pour cela, il ne vaut mieux pas retomber dans une dimension nationale mais penser à l’échelle des mairies pour sortir des contraintes”, S.

“Le besoin selon moi de ne pas se laisser happer par la technique financière et les structures du capital afin de ne pas finalement perdre l’objectif principal qu’est l’alimentation locale et de qualité. Ce dernier ne doit pas s’adapter aux structures financières existantes mais les créer si besoin. L’horizon selon moi n’étant plus de se reposer sur l’hypothétique renaissance d’un “État social” qui voudrait, à la suite d’élections favorables de moins en moins probables, socialiser de la valeur, mais de créer des structures “à côté” de l’État, comme les Zapatistes ou les monnaies locales, dépendant des pratiques et de l’engagement local des usagers”, A.

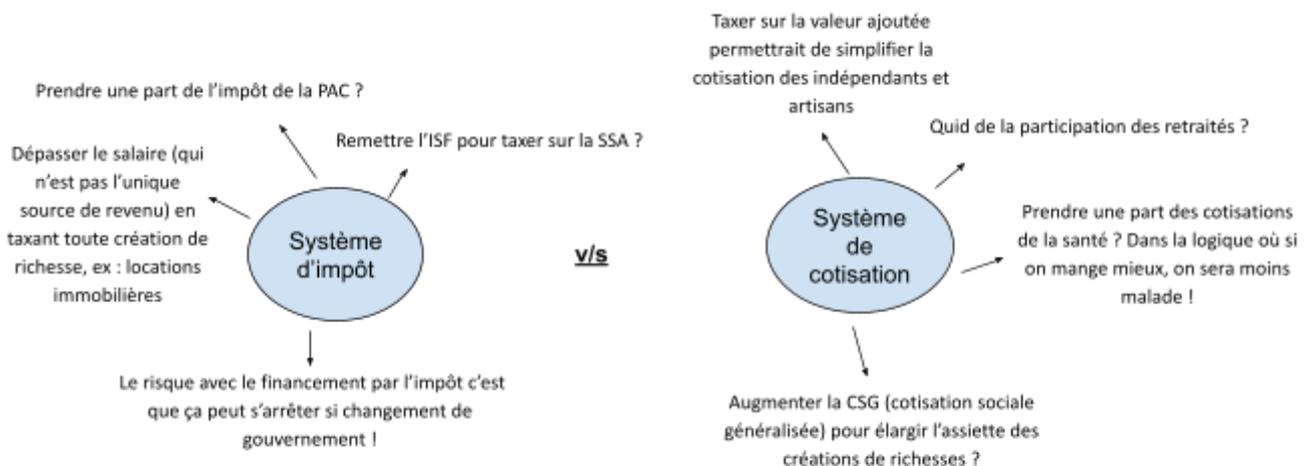
→ **La Foire Aux Questions :**

- Si les cotisations étaient taxées sur les salaires, pourquoi ne pas fixer le taux selon le revenu ?
- Si les cotisations étaient prises sur la valeur ajoutée, le taux fixé à 8% pourrait-il évoluer selon le capital de l’entreprise ?
- Le statut juridique des caisses est-il soumis à la législation ? Quels sont leurs statuts ?
- Quelle est la différence entre conventionnement et remboursement des médicaments ?
- Est-ce que la création de la sécu n’a pas fait augmenter les coûts de la santé ?
- Un actionnaire est-il un travailleur ?
- Y a t-il des récits de soignants pour comparer l’avant ?
- Comment l’Etat a repris le pouvoir sur les caisses ?
- Comment est-on passé de représentants des assurés en professionnels ?
- Les assurés sont-ils représentés dans les caisses ?
- Comment garder les rênes ?
- Quels organes de contrôle des médecins existe-t-il ?
- Pourquoi mettre une valeur monétaire à cette carte ? Pourquoi ne pas plutôt parler en kilo de légumes, de céréales ?
- Comment penser l’investissement pour l’achat de terres par exemple ?
- La fixation des prix par les CLA peut-elle permettre d’éviter l’inflation ?
- Comment une monnaie locale pourrait accompagner la SSA ?
- Les deux propositions de financement nécessitent-elles une position législative ?
- Sans une loi derrière, est-ce que cette expérience peut s’appliquer un jour ?
- Comment ce qui est défini au niveau national peut s’appliquer à toutes les échelles locales en gommant les inégalités sociales ?
- Comment la SSA peut marcher toute seule, sans assurer les autres besoins fondamentaux ? C’est-à-dire sans socialiser les autres secteurs comme le logement, la culture, l’énergie ?

→ **Travail de groupe :** (voir annexe 7)

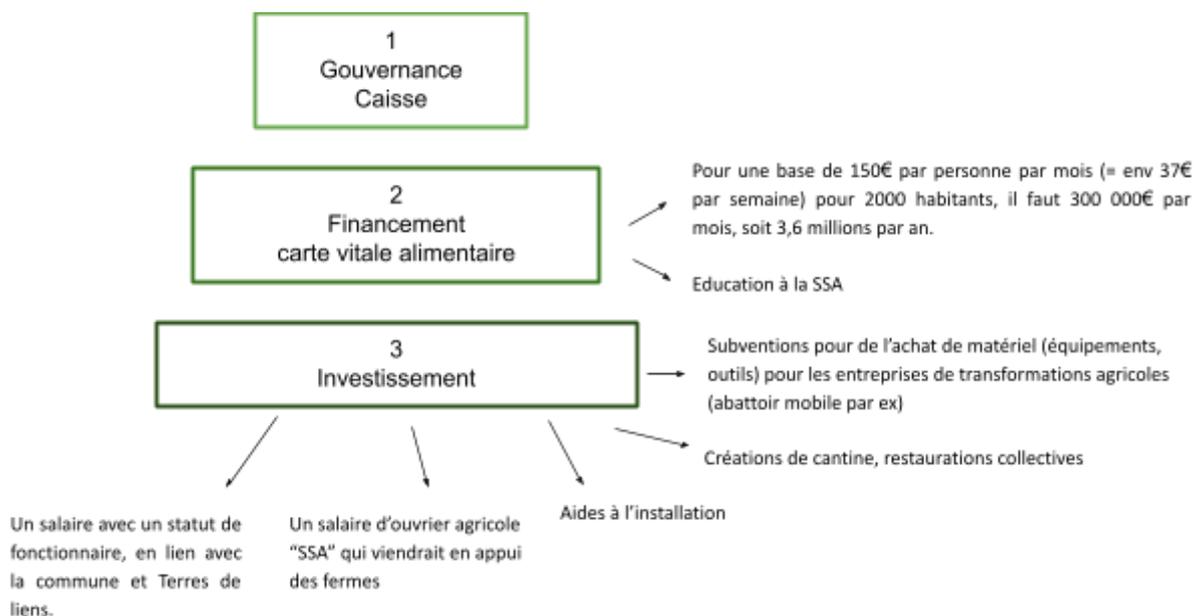
Ce travail, en deux demi-groupes, a servi à mettre en commun les connaissances engrangées lors des précédentes séances afin de réfléchir collectivement à trois axes :

→ Comment finance-t-on une caisse d'alimentation commune ?

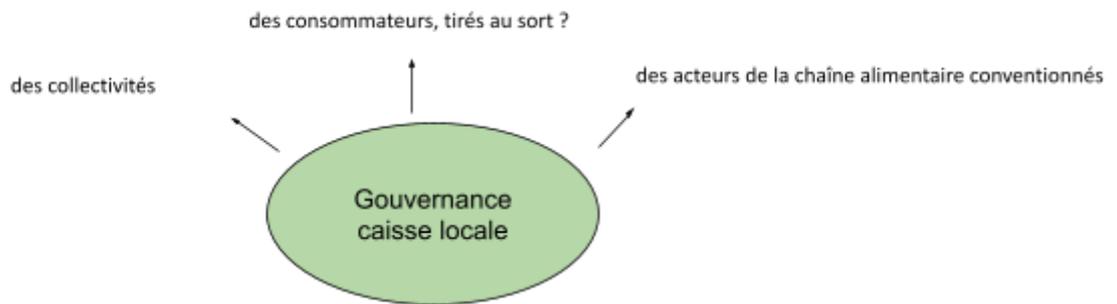


- ➔ Avoir une démarche volontariste pour chercher l'argent nécessaire à l'expérimentation d'une caisse locale, en attendant que la SSA soit appliquée au niveau national ! Aller vers les fondations, demander aux entreprises via les fonds RSE...
- ➔ Commencer par expérimenter le financement des caisses localement pour avoir ensuite un gouvernement favorable à l'étendre sur le territoire national
- ➔ Financements via un assemblage :
 - économies sur santé et environnement
 - cotisations sur les richesses
 - participation des collectivités

→ Quel fonctionnement de la caisse ?



→ Quelle gouvernance de la caisse ?



- Question du mandat ? Pas nécessaire s'il y a une gouvernance partagée ! Si chacun porte le projet de la caisse !
- Etre vigilant à la professionnalisation des syndicats, à la spécialisation ! Système d'élections sans compétences ? Élections sans candidat ?
- Faire de l'éducation populaire à la gouvernance

➤ *Cycle 3 : Démocratie et participation citoyenne*

"Ce que j'aime c'est d'avoir le sentiment d'être dans un embryon, comme un truc vide qui commence à s'écrire ! Et on apprend en marchant, en référence aux zapatistes, les décisions peuvent mettre des années à être prises !", A.

Ce cycle avait pour but de penser à la fois la démocratie participative, à travers des expériences prenant différentes formes, mais également de comprendre ce qu'est la démocratie alimentaire et comment cette notion est apparue.

→ *Les éléments marquants :*



★ Connaître d'autres expériences

"Je pense que c'est une source d'inspiration que de connaître les différentes cultures et comment elles s'adaptent en termes de gouvernance", R.

"J'ai appris en l'écoutant qu'il existait depuis longtemps et partout dans le monde des expériences de démocratie directe. C'est très rassurant de savoir que les choses avancent, que tout n'est pas figé", G.

★ Commencer à s'organiser par groupes de pairs :

"L'importance de créer des groupes de pairs qui ont la même problématique. Et que chaque groupe de pair soit capable de se former pour arriver à une connaissance de cause et porter un discours commun fort !", E.

"J'ai retenu que dans une lutte, l'organisation par groupe de pairs, les groupes de femmes dans les luttes féministes ou bien la même profession dans les luttes ouvrières, est utile pour réfléchir ensemble à avoir une voix commune pour pouvoir mettre en commun ensuite avec d'autres groupes de pairs. Et que c'est important que ça ne reste pas cloisonné par groupes de pairs et qu'ensuite les groupes fassent un pour porter une parole commune !", K.

"Ce que j'ai retenu de l'intervention de Pinar Selek, c'est de faire attention dans les groupes de pairs à ne pas perdre l'aspect politique et être vigilant quant aux prises de pouvoir au sein des groupes !", C.

★ Changer les règles du jeu :

"C'est les meilleurs en communication qui obtiennent les subventions pour monter des projets participatifs, ça pose question ! Et quand il y a des spécialistes d'un thème, on ne les écoute pas pareil !", T.

"L'importance de sortir du système de compétition et de lobbying sinon ça restera toujours le plus fort qui gagne !", M.

"Le besoin que les nutritionnistes pensent avec les autres acteurs de la chaîne alimentaire vu comment le lobby de l'agro-industrie met en avant la malbouffe !", S.

★ Choisir son alimentation :

"J'en retiens de ne pas confondre bio et local, l'exemple des bananes qui sont un aliment important selon la culture, les explications sur l'aide alimentaire, l'éco-fascisme, la notion d'acceptabilité : qu'est-ce qu'on est prêt à manger ?", D.

"La responsabilité de comment on se mobilise pour penser la façon de répondre à nos besoins de vie ordinaire sinon d'autres vont le faire à notre place et ça peut être dangereux !", L.

"J'ai un peu mieux compris la place de l'alimentation dans la citoyenneté. Le fait que nous sommes empêchés de nous exprimer au sujet de notre alimentation. On le sait sans le savoir vraiment. Je comprends qu'il est important de trouver des moyens d'agir et de lutter contre les inégalités des personnes concernant l'alimentation. Je ne m'étais jamais imaginé m'interroger sur la démocratie alimentaire avant cela !", G.

→ Les souhaits pour un changement !

“C’est important d’avoir le même but. Et avec la SSA, on a ce même but et quand on a un rêve commun, ça permet de tirer et d’organiser la discussion pour savoir par quoi on commence, et tout cela avec des règles bien sûr !”, M.

“L’importance de l’éducation ! Repenser le système scolaire en supprimant la mise en concurrence !”, C.

“Il faut se faire confiance et se dire qu’on aura un rapport de force suffisant pour faire lobby !”, D.

“La motivation, l’urgence d’y aller, ne pas avoir peur de se tromper, à trop réfléchir on y va pas. C’est après qu’on peut s’entendre sur les valeurs !”, C.

“Il faut s’organiser sans que cela coupe l’entrain, il faut que ça circule ! C’est au Conseil Local de l’Alimentation de décider de comment ils veulent s’organiser ! Faire confiance à l’intelligence collective”, L.

“Il y a un enjeu pour moi de comprendre le système alimentaire pour être conscient de ce qu’on mange et pouvoir se mobiliser pour changer ce qui ne va pas !”, M.

“Rester dans le flou c’est intéressant ! Même s’il faut des règles, que la règle vienne du chaos, de façon organique. Pour ça on a besoin de se connaître ! Que ça ne soit pas apporté de l’extérieur ! Raisonner en toile d’araignée !”, C.

“Qu’il sera nécessaire d’engager une lutte sociale pour parvenir à changer le système”, D.

“L’importance de garder son autonomie malgré la complexification des modes de prise de décision. Importance de la formation des usagers”, A.

“Si on ne change pas de façon de gouverner, on n’y arrivera jamais justement. Il y a la nécessité de faire avancer les choses par le bas et remonter et non pas l’inverse. Mais ça, c’est une idée, c’est pas facile à mettre en place !”, G.

→ La Foire Aux Questions :

- Créer un groupe pour quelque chose et non contre quelque chose fédère-t-il moins ?
- Comment ramener la parole de celles et ceux qui ne viennent pas dans l’assemblée ?
- Comment débattre avec celles et ceux qui ne sont pas là ?
- Comment fédérer ces personnes à travers leurs paroles communes ou divergentes ?
- Comment avoir confiance entre tous les groupes qui travaillent sur des thèmes différents et prennent des décisions ?
- Comment éviter les retours en arrière et les remises en question ?
- Comment on forme à la confiance en soi ?
- Comment on forme à la prise de décision commune ?
- Comment on s’organise vraiment ?
- Puisque l’alimentation est un droit fondamental, pourquoi n’est-elle pas gratuite ?
- Combien y a-t-il de collectifs qui travaillent sur la SSA et la démocratie alimentaire en France ?
- Comment faire en sorte que le travail mené en collectif à travers cette expérimentation ne soit pas déformé quand il sera appliqué par la loi ?
- Quels sont les outils à l’échelle du groupe pour faire démocratie ?
- Comment faire en sorte que les nouvelles personnes qui rejoignent le groupe soient écoutées, entendues, prises en compte, du mieux possible ?
- Est-ce que le monde agricole n’a pas intérêt à travailler sur la SSA par groupe de producteurs, de transformateurs, de distributeurs ?
- Faut-il établir des règles pour que ce soit plus facile de décider à plusieurs ?

La dernière séance du cycle 3, soit la 9ème et dernière séance, a davantage servi à mener un temps d'échanges pour faire le bilan de la première phase qui se clôturait. Les participant.e.s ont alors témoigné de leur ressenti et de l'évolution de leur pensée depuis cinq mois, vis-à-vis de l'idée d'une sécurité sociale de l'alimentation. Ce fut également le moment de parler de leurs projections pour la suite de l'expérimentation mais aussi d'apporter leurs regards sur le déroulé et la méthodologie de la recherche-action.

- L'appropriation de la SSA

"C'est un système de socialisation de la valeur en vue de soutenir un système alimentaire local et soutenable, inspiré du fonctionnement de la sécu. Une part de ton salaire brut irait dans des caisses gérées collectivement et démocratiquement en vue de financer la production locale et soutenable et de donner accès à chacun.e selon ses besoins à une alimentation de qualité. Vive la SSA !", A.

➤ **Une compréhension plus fine**

Suite à cette première phase d'apprentissage en commun, les participant.e.s se sentent mieux armé.e.s pour saisir les tenants et les aboutissants dans la mise en place de la SSA.

"Je crois avoir maintenant une meilleure connaissance de l'histoire de la sécurité sociale et cela m'aide à mieux comprendre la SSA", D.

"Mon ressenti, c'est d'abord de toucher des problèmes. Tu vois, même si on avait un peu conscience que ça existait, mais on l'a davantage. Et puis disons, aussi un état des lieux de tout le système. Quelque part, on l'appréhende mais pas complètement. Et là, je pense qu'on l'a appréhendé complètement et donc ça, c'est plutôt très positif pour moi !", Y.

"J'ai pris conscience des enjeux spécifiques de cette sécu-là par rapport à celle de la santé : nature des acteurs (notamment la paysannerie), spécificités locales nécessitant des relations complémentaires à des échelles plus ou moins grandes (la SSA sud lub ne sera pas la mm que la SSA nord bretagne...), nécessité d'investir dès le début les usagers pour sortir des logiques de service sans responsabilité", A.

"Je comprends mieux les tenants et les aboutissants et comment cela pourrait être mis en place", R.

➤ **Une hétérotopie !**

Au fur et à mesure des séances, l'idée qu'une sécurité sociale de l'alimentation voit le jour est devenue de plus en plus concrète.

"C'est encore un peu une utopie mais j'ai envie d'y croire. Par contre, j'ai besoin de plus de concret pour en parler autour de moi !", F.

"Ça paraît un projet un peu moins utopique qu'au début, c'est même un projet à long terme très envisageable", Y.

"Pour moi, il s'agit d'un projet titanesque mais enthousiasmant. Il semble y avoir un fossé entre la théorie et la pratique que des expériences comme celle-ci tente de combler. Au vu du dynamisme du groupe de participants et à la motivation des membres du copil, j'espère et j'imagine que cette expérience posera quelques fondations solides et inspirera d'autres groupes d'expérimentation", K.

"C'est un indispensable à faire démarrer rapidement même à petite échelle comme laboratoire de pratiques. La SSA est un moyen démocratique de socialiser la valeur dans le domaine de l'alimentation afin de renforcer les moyens de produire et de consommer localement des produits de qualité dans le respect du territoire !", A.

"J'associe la SSA à un projet politique au sens noble du terme, c'est-à-dire un changement de société comme du temps des grands projets communistes. Par rapport à ma première réunion, le projet a pris corps et il me semble possible !", F.

"Mon regard sur la SSA, pour moi c'est un projet de société, c'est l'avenir et une utopie concrète qu'on va mettre en place !", S.

➤ **Des appréhensions**

Si une sécurité sociale de l'alimentation paraît réalisable, il n'en reste pas moins des doutes et des inquiétudes quant à l'application concrète du projet :

"Moi, j'ai beaucoup apprécié le fait de réfléchir à ces questions mais je reste un petit peu inquiète de la suite parce que je n'y vois toujours pas clair. Pour le moment je pense que la SSA est seulement réalisable à petite échelle et j'ai du mal à voir plus loin mais je reste ouverte à l'idée de le voir plus grand... Même si je ne vois toujours pas du tout, du tout, comment concrètement on va pouvoir faire quelque chose !", G.

"Se mettre d'accord sur des critères alors qu'on mange différemment ! J'imagine que ça ne sera pas simple car l'alimentation c'est social, culturel, religieux !", A.

"Depuis un moment, j'ai du mal à en parler et à m'investir car j'ai le pressentiment qu'après avoir longuement mûri la convention, y avoir beaucoup travaillé, cela soit récupéré et surtout modifié dans le temps par de nombreuses négociations par les instances gouvernementales et que l'on ponde une SSA tordue ! Comme la sécurité sociale a été rognée !", M.

"La tâche sera difficile : travailler très fort pour inventer quelque chose de nouveau ou de parallèle !", N.

➤ **En parler autour de soi**

L'apprentissage en commun a été une base de connaissances pour les participant.e.s qui leur a permis de se sentir plus à l'aise pour aborder le sujet de la SSA et d'en parler auprès d'autres personnes.

"Il est difficile d'en parler rapidement à des non-initié.e.s. Je dis que je participe à des réunions régulières avec plein de personnes pour comprendre comment on bouffe et comment marche le système alimentaire en vue de créer une sécurité sociale, un peu comme pour la santé mais pour l'alimentation", K.

"J'en parle en essayant d'être le plus simple possible ! J'essaie de parler surtout de solidarité quand j'évoque le projet", G.

"Depuis la proposition de distribuer des cartes SSA à l'occasion du charivari à Pertuis, j'ai imprimé quelques cartes vitales de SSA. Et j'en ai dans mon portefeuille donc je les sors en allant chez le boulanger ou la fromagère en demandant s'ils prennent la carte ! Moi ça m'aide beaucoup à lancer le sujet avec des nouvelles personnes et j'invite à aller regarder le site internet, écouter des émissions de radio ou regarder des petites vidéos, en partie parce que je ne me sens pas assez solide pour exposer clairement le projet", E.

"Je comprends de mieux en mieux le fond et je peux facilement l'expliquer... La SSA permettrait que chacun ait accès à une alimentation de qualité. Comme la sécu à sa création, il y a une représentation démocratique. On cotise selon ses moyens et on reçoit selon ses besoins ! Mais quand on me demande comment on va la mettre en place, là, je cale !", D.

"Moi je suis content de venir au CLA pour apprendre des choses et amener aussi des connaissances. Puis, hier j'étais à la diffusion d'un film autour des circuits courts, j'ai fait la promo de la SSA et j'avais l'impression de servir à quelque chose !", S.

"J'en parle beaucoup autour de moi, vraiment autant que possible. Enfin quand je sens que la personne est un peu dispo pour écouter sinon c'est quand même un peu trop compliqué d'attaquer directement dans le lard de la personne avec ça ! Mais ça dépend des moments, y a des moments encore où je me perds dans les idées ou ce n'est pas bien organisé, mais du coup, à force de le répéter à plusieurs personnes différentes, je sens que je suis plus organisé et c'est super réjouissant. J'arrive assez bien à en parler quand même et à présenter les intérêts qu'une SSA pourrait présenter : sécurité alimentaire, salaires à vie, conventionner les professionnels vraiment engagés dans l'écologie et le social, caisse de subvention pour pouvoir lancer un projet sans commencer par s'endetter, s'entraîner à faire société, débattre, prendre en main les questions politiques qui nous touchent directement. Si les réactions sont plutôt positives, cela reste néanmoins un peu déstabilisant au premier abord pour les gens, car on connaît assez peu l'histoire et le fonctionnement de notre sécurité sociale, ce qui rend le projet de SSA assez lointain et abstrait lors des discussions. Mais c'est le temps que l'idée fasse son chemin et que l'éducation populaire fasse son travail j'imagine ! En tout cas, aucune raison pour moi d'arrêter d'en parler, bien au contraire !", T.

- Se projeter dans la deuxième phase

➤ **S'accorder**

Certain.e.s ont exprimé le besoin de commencer cette deuxième phase autour des critères de conventionnement en reposant les objectifs communs de cette expérimentation mais aussi les attentes envers la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation.

"On doit être bien clair sur nos valeurs pour que la SSA ne soit pas récupérée par le capitalisme sous couvert de solidarité. Faut y aller avec les tripes, notre cœur et de la poésie !", T.

"On ne sait pas où on va ! On a l'horizon commun de la SSA telle qu'elle est posée mais c'est important pour la suite de définir des lignes rouges ! On doit se dire qu'est-ce qu'on ne veut vraiment pas dans notre vision de la SSA pour avoir un ciment intéressant pour la suite de ce groupe !", K.

➤ **S'ouvrir**

De nombreux participant.e.s ont émis le souhait que le groupe s'ouvre davantage vers l'extérieur, à la fois pour aller à la rencontre des acteurs et actrices de la chaîne de l'alimentation mais aussi pour recruter de nouvelles personnes au sein du CLA.

"Dans ce comité, il faut des paysans, de la grande distribution, il faut pouvoir discuter avec eux ! Il faut pouvoir parler à des gens qui vont acheter dans les supermarchés car ça répond à un besoin ! Et se connecter encore avec d'autres gens ! Qu'on aille voir les producteurs et les lieux de vente intéressés !", T.

"Besoin de ne plus rester qu'entre nous, aller vers les autres une fois qu'on aura décidé de notre rêve commun. Il y a la nécessité là de ne pas s'en tenir à un groupe de motivé.e.s mais de poursuivre sans cesse la recherche d'énergie humaine et de contact avec le monde paysan, de la restauration...", A.

"On est un peu trop dans l'entre soi... Comment attirer des personnes d'un autre milieu... Il faudrait peut-être élaborer un outil à diffuser vers ceux et celles qui ne font leurs courses que dans les supermarchés, voire les discounts parce qu'ils n'ont pas forcément le temps ni les moyens de venir, pour qu'on bénéficie de leurs réflexions !", S.

"Ce n'est pas si simple parce que c'est vrai que ce serait bien de s'ouvrir à d'autres. Parce que sinon, on va être là, un groupe d'initiés. C'est vrai aussi que d'introduire d'autres personnes si elles arrivent comme ça de but en blanc... comme moi, je trouve que la partie du début était importante et bien ils leur manquerait quelque chose. Et en même temps, on veut avancer et si on patine. Parce que sur Internet, on trouve aussi des fois des conférences, quelques fois, j'ai écouté des trucs. Il y a des sujets qui sont abordés. Alors est ce qu'on peut recommander deux ou trois choses aux nouveaux qui arrivent et leur dire que c'est un prérequis indispensable ? Après, c'est pas la même manière de rentrer dans le sujet et ça peut peut-être moins les retenir parce qu'il n'y a pas ce côté collectif justement. Mais est-ce que ce ne serait pas mieux que de rester entre nous ?", D.

➤ **Transmettre**

Avec cette volonté d'ouvrir et d'agrandir le groupe, la transmission des connaissances acquises lors de la première phase est une problématique largement questionnée par les participant.e.s ; tout comme l'essaimage de l'expérimentation.

“J'aimerais qu'on synthétise ce qu'on a appris pour le transmettre et communiquer sur la SSA. On veut que ce soit accessible facilement pour celles et ceux qui n'ont pas suivi la phase d'apprentissage en commun ! Et aussi, arriver à poser des bases qui puissent donner envie à d'autres ailleurs de faire un peu la même chose !”, G.

“Il faut réfléchir à comment on va faire pour préparer des outils qui vont permettre rapidement aux gens de s'approprier les grandes lignes. Peut-être justement réfléchir à un socle de connaissances ou je ne sais pas comment on pourrait appeler ça, mais qui nous paraissent essentielles pour entrer dans la réflexion. Parce qu'on ne pourra pas, enfin sauf si on crée une académie de la SSA, qu'à chaque fois que quelqu'un veut rentrer dans le CLA, lui faire une semaine de mise à niveau. Mais il va falloir y réfléchir ! Et ça, du coup, là, on va rentrer dans l'un des trucs, je pense, le plus important, c'est comment on crée une boîte à outils ou un résumé qu'on pourrait possiblement enseigner ou qu'on peut présenter en 1 h ou je ne sais pas... Enfin voilà, un format court ou alors un accès à des ressources, des ressources matérielles comme un papier, des brochures, des choses sur lesquelles il y a des grands points et qui permettent rapidement de se mettre dans le bain parce que forcément, on ne pourra pas refaire tout le parcours ! La formation, quoi, l'éducation populaire tout au long... Mais ça, c'est l'un des gros chantiers, je pense autant que le conventionnement. Pour que les usagers ne soient pas que des porteurs de carte qui attendent que ça tombe, il va falloir créer quelque chose mais peut-être un peu innovant parce que c'est vrai que, si on te file un truc et qu'on te dit tiens, lis ça dans ton coin, bon il y en a qui le feront pas. Si on te dit c'est deux jours de formation, y en a qui ne pourront pas, qui ne voudront pas. Il faut peut-être multiplier les formats. Je ne sais pas, faire une vidéo YouTube de présentation, je n'en sais rien. Et du coup, il va falloir que ce soit synthétique, aborder les différents points qui nous semblent importants pour comprendre les enjeux.”, A.

➤ **Cheminer ensemble**

Il a également été stipulé le désir d'affiner des réflexions déjà entamées sur certains sujets pour aller davantage en profondeur et mettre à profit les enseignements tirés jusqu'alors.

“Je veux poursuivre dans la mesure du temps et de mon énergie disponible. En groupe et sans vocation à prendre de l'avance sur celles et ceux qui rejoindraient le CLA mais avec l'envie de souffler sur les braises !”, A.

“Je souhaite m'investir plus activement mais je n'ai aucune idée de ce que cela veut dire... J'espère encore acquérir une conscience plus claire et des idées plus concrètes sur la lutte à mener”, G.

“Avancer avec le travail qui a été fait jusque-là et s'en saisir pour former des groupes de réflexion sur des sujets en particulier, sur un temps court. Le but du comité de pilotage c'est de donner les outils et moyens au CLA pour avancer. Favoriser des initiatives pour aider à agir !”, K.

“J'aimerais comprendre comment mettre en place une caisse sur le plan local, sans que son fonctionnement soit corrélé à une instance nationale... Comment choisir les assurés ? Peut-être la

liste de tous les habitants de la commune...oui... C'est peut-être simple finalement...cela va nécessiter un gros travail de communication vers la population.... J'aimerais qu'on aborde davantage l'accès à l'outil de production, le moyen d'augmenter le nombre des agriculteurs, car si plus de personnes se mettent à consommer des produits locaux, les besoins vont augmenter ?", D.

"J'ai envie qu'on réfléchisse au conventionnement, au financement de la SSA et comment mettre en application une gouvernance partagée dans le CLA. Par la création de sous-groupes de réflexion par exemple !", T.

➤ Être dans le faire !

À la fin de la première phase, une grande partie des participant.e.s ont émis le souhait de passer à l'action afin d'expérimenter un peu plus concrètement l'application de ce que pourrait être une sécurité sociale de l'alimentation sur le territoire.

"On va continuer, oui, bien sûr, ben on n'a pas fait toute l'année pour rien ! Et moi, je m'imagine qu'il va y avoir maintenant des espèces de commissions. Enfin je ne sais pas, des groupes qui vont faire séparément des choses urgentes à exécuter ! Enfin, on a bien conscience d'être arrivés à la fin d'une phase. La suite est à envisager sans doute sous d'autres formes. Moins de paroles, plus d'action !", G.

"Je me dis que maintenant qu'on a bien discuté, ben maintenant, il va peut-être falloir passer à la pratique mais comment on s'organise ? Et du coup, ben passer à la pratique, c'est plus la même chose que de discuter. C'est plus engageant d'ailleurs que de discuter, moi le premier je le reconnais. Refaire le monde, c'est bien, le changer, après c'est autre chose. Est-ce que ça va continuer à bien se passer ? Parce que oui, si on commence à mettre de l'argent ensemble parce que c'est le but de ces caisses de communautés ! Maintenant, est-ce que ça conviendra à tout le monde ? Est-ce que ça me conviendra tout le temps ? Bon j'en sais rien mais on va rester positif vu ce qui se passe pour l'instant, moi j'ai envie que ça continue. Voilà, mais effectivement que faire ensuite ? Ben c'est l'inconnu quoi !", S.

"Qu'est-ce qu'on a envie de faire ? Être dans le faire ! Aller faire des choses dans son coin ou même en groupe et revenir vers le CLA pour en rendre compte. J'ai besoin là maintenant de me rendre compte qui des acteurs de la chaîne de l'alimentation pourraient être intéressés !", E.

"Ensemble, définir des tâches qui nous paraissent importantes, ça peut-être ce que je disais, continuer d'aller taper à la porte, rendre cette démarche d'essaimage un peu plus régulière. On essaye chaque mois d'aller au moins voir un producteur ou des gens et faire un peu de prosélytisme. D'aller en parler. Alors peut-être en parler avec cette carte en carton, avoir un support de com. Faire de l'affichage. Je ne sais pas mais ça me paraît être un truc qui peut être fait avec suffisamment de flexibilité pour les gens pour dire ben quand j'ai un moment, je peux le faire. Il y a aussi la constitution de ce socle de savoir. Enfin voilà, qu'on se charge un peu, qu'on se définisse des charges, des trucs à faire. Ça je pense que ça peut être plus ce moteur, là on était peut-être plus dans le "ça venait à nous", on réceptionne du savoir et c'est important. Et là, j'ai l'impression que ça frémit un peu, que les gens ont aussi envie de se mettre à faire des trucs. Donc je pense qu'il faut se réunir pour savoir qui a envie de faire quoi, qui propose quoi", A.

➤ *Ne faire plus qu'un ?*

La fin de la première phase a aussi été l'occasion de reposer la place du copil vis-à-vis du Conseil Local de l'Alimentation. Autant d'un côté comme de l'autre, la pertinence de la distinction entre les deux groupes interroge.

“Cette frontière entre Copil et CLA aujourd'hui n'a peut-être plus lieu d'être ! Pourquoi ne pas faire un seul grand groupe ? K. a parlé de réfléchir ensemble à la rentrée sur une vision commune de la SSA dans un avenir désirable... On peut repartir là-dessus avant de se projeter sur la 3ème phase !”, E.

“Je trouve intéressant que le Copil et le CLA soient ensemble à la rentrée. Cette idée de non expert je la trouve importante pour reprendre notre rôle décisionnaire”, F.

“Sur l'ensemble, la tournure que prend le projet, c'est vraiment ultra stimulant. C'est vraiment là où j'ai envie d'être clairement. Même, la réaction qu'on a eue tous, tout à l'heure-là, par rapport au fait de fusionner le CLA et le Copil à la rentrée... On n'a pas de rôle attiré, de qui s'occupe de quoi, de spécialisation ! On a eu quasiment une réponse unanime sur le fait que maintenant on est bien comme ça, le but c'est de faire monter tout le monde en même temps. Ben ouais je pense que c'est l'apothéose quoi, enfin c'est le début de l'apothéose parce que c'est pas fini du tout ! De mixer le comité de pilotage et le CLA, je trouve que ça tombe sous le sens aussi. Ça a vraiment du sens pour qu'on puisse tous participer à l'expérimentation au même niveau !”, T.

“Le comité de pilotage a été très discret. En même temps, vous avez lancé des pistes de réflexion. Je n'ai jamais eu l'impression que ça ne s'était pas fait comme je l'aurais voulu ! Vous pouvez toujours avoir des réunions entre vous pour vous faire le bilan de ce qui se passe ou refaire une petite équipe à l'intérieur du groupe, avec des personnes qui ont le temps de s'investir pour faire un groupe de travail”, G.

“Tu vois ça, ça paraît logique quoi, de faire rentrer les gens du CLA dans le copil. ? Il n'y a plus de raison, forcément, que ce soient les gens du Copil qui aillent tracter, présenter ou essayer de motiver du monde, ça c'est clair ! Du coup, il y a ce travail de décharger les gens du Copil de ce rôle-là !”, A.

➤ *Créer une association ?*

Le Conseil Local de l'Alimentation a également commencé à questionner l'intérêt de se constituer en association, tant pour des raisons logistiques que pour se donner une existence formelle.

“Il y a un moment quand même où il faudra essayer de structurer le mouvement, c'est sûr. Mais ça dépend comment aussi parce qu'il ne faut pas que ce soit imposé, il faut que ce soit discuté et que ce soit une volonté de tous”, Y.

“D'un côté, je vois bien l'avantage d'avoir des textes de référence sauf que quand on voit les gens au Parlement qui font évoluer les lois, c'est tout un travail qui peut prendre du temps et qui peut être démoralisant pour des personnes qui ont une psychologie plus tournée vers l'action et c'est tant mieux, il nous faut ce genre de personnes aussi, voilà. Cela dit, ne serait-ce que pour louer une salle de manière durable, la structure juridique a ses avantages, oui. Mais en attendant, pour l'instant, on est une association de fait même si on n'est pas une association déclarée à la Préfecture”, S.

- Regards réflexifs sur le groupe

➤ *La diversité comme enjeu démocratique !*

Assez rapidement, les participant.e.s au CLA ont fait le constat partagé d'un manque de diversité au sein du groupe afin que ses membres puissent bénéficier de pensées différentes et de réflexions contrastées. L'inter-connaissance déjà existante d'une partie d'entre eux/elles, a alors été plusieurs fois mise en avant :

"On est tous dans un même réseau, il est donc probable que nos critères soient tous les mêmes ! Il y a toute une partie de la population qui n'est pas là et qui n'aurait pas les mêmes critères !", F.

Suite à la première phase d'apprentissage en commun, le groupe s'est retrouvé en septembre et les premières séances ont servi à prendre du recul, notamment sur la composition du groupe. Se questionner sur "qui on est ?", a permis de mettre en exergue plus finement les personnes qui manquent pour tenir compte d'une pluralité de situations de vie.

Plusieurs petits groupes ont alors aussi réfléchi à la question : *Qui manque-t-il ? Sinon comment recueillir la parole des manquants ?*

- les grands ados (15/18 ans)
- les parents de jeunes enfants
- les gens en grande détresse
- les gens qui vont à l'aide alimentaire
- les gens qui vont dans la grande distribution et n'achètent pas bio par contrainte
- les gens qui sont individualistes et qui ne se posent pas de question
- des travailleurs sociaux (assistante sociale de Cadenet par ex)
- les agriculteurs en conventionnel
- les transformateurs
- les distributeurs
- des personnes de culture étrangère

Aussi, il a été justement fait remarquer qu' : *"Aujourd'hui dans le CLA, il manque les non convaincus !".* Afin d'élargir le groupe, ce dernier s'est alors demandé, quelles personnes, parmi les connaissances de chacun.e, ne se questionnent pas spécialement sur l'alimentation et/ou ne se sentiraient pas suffisamment légitimes pour venir aux réunions, afin de les inviter à rejoindre le CLA.

"J'aimerais que ce soit pas du tout un truc élitiste ou un truc de personnes hyper concernées par la production ou la nutrition ou d'autres sujets en lien avec l'alimentation. Juste des personnes qui mangent et qu'on n'a pas l'habitude d'entendre. Et je trouverai ça hyper beau, intéressant et politiquement chouette qu'on arrive à construire ça ! Je sais que ce n'est pas simple mais pour moi

ça me semble important d'aller vers ça ! C'est un travail un peu de longue haleine, une attention de chaque instant et pas qu'au démarrage, pour laisser la place à des personnes qui ne sont pas forcément... qui n'ont pas l'habitude de... Bon après il y a un peu de tout aussi dans ce groupe-là mais que chacune des personnes se sente légitime à s'exprimer, à donner son avis ou juste à écouter l'autre aussi des fois et sans avoir d'avis. Mais de se sentir légitime à participer à cette aventure-là et de se projeter dans un truc qui va peut-être durer !”, E.

➤ **La disposition du temps comme problématique !**

Le constat des "manquants" peut s'expliquer par différentes raisons, mettant en exergue le fait que venir participer aux réunions serait un privilège que l'ensemble de la population ne peut pas s'accorder. En effet, participer au CLA demande un investissement et donc du temps, dont tout le monde ne dispose pas de manière équivalente.

“Le regret, c'est peut-être de revoir toujours un peu les mêmes têtes. Mais bon, après, on ne peut pas non plus passer notre temps sur le marché à tirer les gens pour qu'ils viennent. Mais c'est sûr que des fois on se dit peut-être qu'il faudrait ramener d'autres gens. J'ai le sentiment, même si y a quelques maraîchers, qu'on est plutôt tous des usagers potentiels et pas forcément des potentiels conventionnés ! Mais pour que les agriculteurs puissent venir, sortir de leurs exploitations, ben pour ça il y a un petit boulot à faire quand même. Quitte à aller les voir ou à trouver des moments pour les choper. On aimerait bien que tout le monde participe!”, A.

Le choix du créneau pour faire les réunions est également déterminant. Il faut en effet pouvoir se libérer à 18h30, les jeudi toutes les deux semaines. Cela laisse peu de possibilités aux jeunes parents pour rejoindre les réunions :

“Le problème c'est qu'effectivement, en ayant une réunion toutes les deux semaines, ça va toucher beaucoup de retraités et pas beaucoup de jeunes. Moi je vois, mes enfants sont incapables de dégager du temps pour ça. C'est pas possible. Pourtant, voilà, ils ont la quarantaine, ça serait bien ! Et cet entre-deux est très dur à trouver alors qu'ils sont dedans jusqu'au cou et qu'ils ont des choses à dire et à apprendre !”, G.

“Il y a cette histoire aussi des gens qui travaillent. Comment arriver à ce que ces personnes qui ont leurs soucis de tous les jours, ils libèrent du temps pour venir ! Déjà l'horaire c'est trop tôt ! Pour ces gens-là, je pense que c'est trop tôt 18h30”, D.

S'il est un privilège de pouvoir disposer de temps matériel, il s'agit aussi d'avoir du “temps de cerveau disponible”. Ce qui nécessite de ne pas avoir de contraintes ni de charge mentale trop importantes et par-delà ne pas être dans une situation de grande précarité.

“Je ne pense pas qu'il y ait trop de gens dans l'équipe qui fassent appel à l'aide alimentaire par exemple alors qu'il y en a sans doute un paquet en partie quand même sur le territoire ! Quand tu cumules plusieurs tafs pour ne toujours pas réussir à joindre les deux bouts, du coup oui tu préfères juste avoir un bon repas et pas forcément te prendre la tête pendant plusieurs mois et plusieurs soirées là-dessus quoi !”, E.

“J’ai l’impression qu’on a ce côté un peu privilégié où on peut consacrer du temps à la discussion. On n’est pas dans l’immédiateté de la survie contrairement à ce qui se passe actuellement où ça devient difficile financièrement pour les gens ! Il y en a beaucoup qui sont acculés et je pense que du coup, ils ne peuvent même pas venir nous rejoindre !”, S.

Ces deux remarques reflètent en effet une réalité mais il est important tout de même de préciser que ni les participant.e.s, ni l’équipe de recherche-action, ont une connaissance précise de la précarité alimentaire au sein du groupe. En effet, les ressources n’ont pas été une donnée qui a été demandée. Pour autant, si parmi le groupe, personne n’a fait savoir qu’il/elle avait le droit à l’aide alimentaire, certain.e.s sont en revanche allocataires du RSA et d’autres, de par leur catégorie socio-professionnelle, touchent des revenus plutôt bas.

“Je crois que c’est illusoire de croire qu’on puisse être vraiment représentatif de toute la population. Mais oui il manque des gens qui représentent d’autres modes de vie, je pense surtout aux gens en situation précaire. Ce que j’ai peur, c’est que les gens qui sont vraiment en situation de grande précarité, ils risqueraient de se sentir jugés ou pas à leur place mais c’est peut-être une fausse représentation que j’ai des gens en grande précarité aussi ! C’est peut-être aussi un cliché et mettre des étiquettes sur les gens. Et en même temps, c’est peut-être pas que nous qui jugeons mais eux qui nous jugent comme des intellos, comme des gens qui ne comprennent rien, qui de toute façon ont des ronds pour bouffer. Malgré tout, les gens que nous sommes dans le groupe, on fait partie des gens, je crois, parce que je ne connais pas tout le monde, qui sont à l’aise, enfin pas en difficulté. Quoique les jeunes agriculteurs, je ne sais pas ce qu’ils gagnent mais ça doit pas être des mille et des cents non plus !”, D.

Par cette citation, il est intéressant aussi de relever le rapport de classe qui est questionné ici, comme un potentiel frein pour tendre vers une diversité au sein du groupe.

➤ **Une hétérogénéité relative au territoire ?**

S’il est relativement facile pour les participant.e.s d’aller recruter des personnes qui font partie de leurs réseaux, il s’agit d’une autre affaire pour “aller chercher” les personnes non privilégiées comme évoqué plus haut, les plus exclus de la société, les habituels sans-voix. Qui sont ces personnes invisibles/invisibilisées à Cadenet ? Y en a-t-il ? Et au nombre de combien ? Sans un diagnostic des conditions de vie des habitant.e.s, il est impossible de répondre à ces questions et donc de savoir si ces personnes pourraient faire partie du CLA. Une des pistes, tout de même, serait de se mettre en lien avec le Centre Communal d’Action Sociale de Cadenet. Toutefois, il y a déjà eu plusieurs tentatives auprès de l’épicerie sociale de Cadenet mais le résultat n’a pas été très probant. Une question de légitimité et/ou de se “sentir disponible”, comme cela a été soulevé précédemment ? Le premier défi ici pour le groupe serait de rester vigilant tant sur son accessibilité, que sur la mise à disposition des travaux et réflexions qui émanent de cette expérimentation.

Aussi, presque la totalité des participant.e.s sont de nationalité française et ont grandi en métropole. Il y a donc, à priori, une culture culinaire partagée au sein du groupe. La valeur

universaliste prônée à travers la sécurité sociale de l'alimentation permet à toutes les habitantes et à tous les habitants du territoire français d'en bénéficier. Se pose alors la question de la culture dans le rapport à l'alimentation. Celle-ci implique des choix de consommation qui seraient susceptibles de penser les critères de conventionnement différemment. Il serait donc intéressant que des habitant.e.s de Cadenet ayant des cultures différentes rejoignent le groupe. Reste à connaître combien de personnes cela représente ? Pour autant, dans les discussions, la question du conventionnement des produits exotiques a déjà été soulevée avec la banane par exemple, aliment alors largement consommé en France.

En outre, s'il est clair qu'il manque certains profils de personnes pour que le groupe soit hétérogène, il est essentiel de prendre en compte le contexte sociologique dans lequel on est. De fait, certains profils de personnes resteraient difficiles à capter car inexistantes ou très peu présents sur la commune.

Enfin, malgré le constat des limites quant à la pluralité des membres du groupe, il est tout de même fondamental d'être humble en se disant que c'est un début et qu'il y a ce défi à relever par la suite. Trop d'exigences dès le départ peut être bloquant dans l'exécution du projet. Un des participants le résume d'ailleurs très bien à travers cette phrase :

“Dans le groupe ici, oui il n'est pas représentatif de la diversité qu'il peut y avoir, bien sûr. Mais bon, c'est mieux que rien. Dans une tournure plus positive, c'est un pas de fourmi mais c'est un pas quand même. Voilà, on crée quelque chose et puis on essaiera d'essaimer, voilà !”, S.

E. Les enseignements généraux à tirer de cette première phase :

- Concernant le processus d'apprentissage en commun

“C'est une phase essentielle de rencontres, d'expérimentation, de fourmillement !”, S.

“Ah ben oui, ah oui ! Je crois que c'était très important pour moi de commencer par cette première phase. C'était important en tout cas parce que sans ça, si on était arrivé direct dans le vif du sujet, non, ah non non non ! Je ne sais même pas si j'aurais accroché d'ailleurs, ça c'est sûr ! La première phase, pour moi c'était très important !”, D.

Nous pouvons à présent dresser cinq observations majeures :

- 1/ La construction intellectuelle commune unit le groupe dans une pensée collective.
- 2/ Le débat/la controverse est un outil d'auto-construction de sa pensée.
- 3/ Le travail de groupe est un outil d'émulation et d'approfondissement de ses idées.
- 4/ La première phase de l'expérimentation est jugée assez conceptuelle.
- 5/ Le temps long est nécessaire pour appréhender et comprendre l'ensemble des questionnements liés à la SSA.

1/ Les premiers résultats de l'expérimentation confortent les hypothèses posées au départ par le comité de pilotage quant à la nécessité d'une large appropriation collective préalable à toute prise de décision et d'action. Ainsi, **l'importance d'une éducation populaire pour s'approprier les enjeux du système alimentaire paraît essentielle** pour que tout le monde acquiert une même base de connaissance, en outre "une connaissance de cause commune".

"D'avoir un socle commun de connaissances, c'est juste essentiel pour pouvoir discuter. Clairement, il faut que tout le monde ait bien les mêmes bases de connaissances pour pouvoir discuter de manière égale ! Et je pense que ça rendra le système plus résilient aussi. Une population qui n'est pas éduquée au même niveau, avec quelques spécialistes qui veulent leur dire ce qui est bien, ce qui n'est pas bien, ça ne mobilise pas du tout pareil ! Du coup, oui c'est essentiel ce premier cycle, il n'y a même pas de discussion là-dessus !", T.

"Ces réunions me confortent dans l'idée que pour parler politiquement de sujets techniques et subjectifs à la fois, il est primordial de prendre le temps de construire un socle commun de connaissances et de créer des liens interpersonnels", K.

"Le fonctionnement du groupe où chacun peut parler et tout, forcément c'est plus lent mais forcément il faut en passer par là je crois. On est obligé ! Parce que s'il y a un gourou qui nous donne la bonne parole et tout, ça va mener à rien. Et je crois qu'il faut être patient ! Et oui, oui, j'ai eu le sentiment quand même qu'on apprenait ensemble. En tout cas, s'il y a des gens qui arrivent et qui n'ont pas l'habitude de militer, de se documenter, je ne sais pas quoi... Et bien oui ils ont leur place !", D.

"Au sein du groupe, il y a peut-être des personnes plus capables que nous d'y réfléchir d'emblée mais je pense que commencer direct par réfléchir aux critères de conventionnement, ce serait difficile ! Parce qu'on nous trimbale dans la tête, trop de fausses idées aussi et ça empêche d'avancer. Cette première phase a permis d'éliminer les fausses idées et d'en construire d'autres. Mais bon, c'est lent en fait !", G.

"Je trouve que c'est important qu'il y ait cette phase dialogue, que c'est précieux et que c'est compliqué d'imaginer comment ça peut convenir à la plus grande diversité de personnes. Mais je trouve qu'il ne faut pas faire sans quoi. Ça irait trop vers des loupés, j'imagine d'avance les projets bidons et les trucs creux que ça pourrait faire émerger quoi !", E.

Ce socle de savoirs, constitué à partir des connaissances scientifiques venues du monde de la recherche ou de retours d'expériences du monde professionnel et des participant.e.s eux-mêmes, a permis de construire un référentiel de connaissances partagées et la montée en compétences des participant.e.s.

2/ Amener de la controverse au cours du processus d'apprentissage a permis aux participant.e.s de se faire plus facilement leurs propres avis. En effet, la mise en débat de ces savoirs « savants » évite toute posture dogmatique de « ce qui est bon pour nous ». Cela montre qu'il n'y a pas qu'une voie de pensée et ouvre la perspective des possibles. A travers la « mise en scène » ludique du débat et de la controverse, certains membres du Conseil Local de l'Alimentation se sont sentis davantage légitimes à intervenir et à exprimer leurs opinions, quelle qu'elles soient.

“Le truc du débat où à un moment, chacun jouait des rôles... quand tu comprends, à la fin de la réunion, qu'en fait la personne jouait un rôle depuis le début, ça fait un peu bizarre ! Mais après, est-ce que si j'avais su que M. jouait le rôle du conventionnel, est-ce que j'aurais réagi pareil ? Probablement pas ! Alors que là, j'ai réagi avec le cœur en essayant de trouver les meilleurs arguments possibles !”, T.

“Il faut vraiment avoir des intervenants qui te donnent envie de réfléchir tout seul plutôt que quelqu'un qui te dise comment réfléchir ! Et les intervenants nous ont donné des faits, un état des lieux dont on a besoin. Et ça, pour moi, c'était très bien ! L'analyse, elle coule de source après. Et c'est toi qui la fais ou du moins t'as l'impression que c'est toi qui la fais, donc c'est mieux je trouve !”, Y.

“Le débat contradictoire, oui, c'est bien de faire la contrepartie, c'est bien de débattre en disant, je vais prendre le point de vue inverse pour voir jusqu'où on peut aller !”, G.

“Le format est sympa, ça permet d'apporter des arguments. On se prend au jeu de dire des choses et entre gens de bonne compagnie, on sait que ça n'ira pas plus loin quoi. Puis ça permet de se roder aussi aux discours pour ceux qui ne sont pas à l'aise aussi. Parce que sinon, c'est juste quelqu'un qui vient et qui, entre guillemets, apporte sa science de manière verticale. Donc il y a de l'utilité à la contradiction parce que sinon on peut simplement se dire que c'est un point de vue unique. Avoir des arguments et débattre, je pense que c'est comme ça qu'on construit des points de vue !”, S.

Nous observons par cet apprentissage d'une "connaissance de cause commune" et la pratique du débat démocratique, que les membres du CLA s'emparent des questions relatives à la sécurité sociale de l'alimentation et sont partie prenante de cette recherche-action. Ainsi, nous pouvons extrapoler en s'appuyant sur cette première phase pour dire que l'implication des habitants dans les démarches de gouvernance et de participation citoyenne en matière d'alimentation territoriale s'engagerait plus habilement si une attention particulière était portée sur le processus d'apprentissage et démocratique.

3/ Le travail de groupe a été utile pour avancer dans la réflexion et se forger une vision commune entre participant.e.s. De nombreuses personnes témoignent de moments riches qui leur ont permis de poser des bases communes pour la suite.

“Ce que j'ai aimé, ce sont les moments où on a bossé en atelier, là j'étais vraiment impressionné par ce que ça produisait. Et puis, toujours dans un truc de "à son rythme", avec ces méthodes, en laissant parler, où il y avait une sorte de bienveillance générale et d'écoute générale qui faisait que c'était super !”, T.

“C'est vrai qu'à chaque fois d'être dans un plus petit groupe et autour d'une table, oui c'était très bien je trouvais. Et les deux séances d'avant, forcément, permettaient qu'on avance !”, G.

“Lors de la dernière séance où deux groupes ont proposé des pistes de financement des caisses et des pistes d'utilisation des fonds, des idées assez précises et des questions cruciales ont vu le jour. La création de sous-caisses (fonctionnement, investissement/subvention, emploi...), l'idée d'allocation venant compléter les revenus d'agriculteur.rice.s conventionné.e.s, la possibilité d'investir le foncier, avec Terre de lien ? L'importance de l'éducation populaire des usagers pour ne pas devenir de simples consommateur.rice.s muni.e.s d'une carte, la question qui devient rapidement centrale de qui décide, comment créer des espaces et des structures de prises de décision qui ne reproduisent pas les travers de nos systèmes représentatifs. Vraiment, j'ai vu naître collectivement un travail de réflexion assez poussé sur la création des caisses, avec une vision commune possible ! J'ai eu le sentiment qu'il y avait eu une belle avancée, une convergence entre les deux groupes !”, A.

Les temps de mise en commun des savoirs et connaissances assimilés à la fin de chaque cycle ont contribué à l'émergence d'une véritable réflexion collective, mise à profit pour la production de travaux en petits groupes. Cette étape valorise le pouvoir d'agir du groupe et laisse une place à la créativité, ce qui sera certainement facilitant lors de l'élaboration des critères de conventionnement.

4/ Le processus d'apprentissage en commun requiert un certain travail intellectuel. La plupart des membres du groupe ont un capital culturel élevé de par leurs niveaux d'études et/ou l'emploi occupé mais aussi une certaine habitude à réfléchir collectivement sur des sujets via leurs engagements citoyens. Pour autant, certain.e.s s'accordent à dire que l'apprentissage en commun, même si jugé essentiel, est un travail intellectuel qui nécessite de la volonté : *“C'est très intellectuel quand même comme travail, très très intellectuel. C'est vraiment une habitude que beaucoup de gens n'ont pas de réfléchir au pourquoi du comment de leur vie. Beaucoup de gens ne réfléchissent pas à ça. Jamais, jamais. Jamais. Je pense que ça, c'est difficile !”, G.*

Cet avis, partagé par un bon nombre du groupe, est à nuancer tout de même, comme l'illustre cet autre témoignage : *“Si j'avais trouvé ça trop intello je ne serais pas rester d'abord ! Et moi, je trouve que la réflexion ça enrichit aussi. Mais après, c'est toujours pareil, il y a ceux qui ont des prérequis et ceux qui en ont moins. C'est pas le même chose. Il y en a qui ont déjà une réflexion, qui sont déjà militants, qui sont aussi de par leur profession et leur formation, qui ont déjà eu accès à plein de connaissances sociologiques et machin truc. Mais moi, je me considère pas comme faisant partie de ces gens-là et je suis encore là !”, D.*

Le souci d'être intelligible par et pour tout un chacun s'impose alors et nécessite une remise en question permanente afin de s'inscrire dans une éducation populaire :

"J'ai déjà un engagement associatif, ça ne m'est pas étranger de venir avec d'autres gens discuter de trucs qui m'intéressent. J'ai déjà un peu des billes sur une partie des problématiques qui sont soulevées. J'ai des connaissances historiques ce qui fait que je me sens à l'aise. Il y a plein d'autres personnes qui sont concernées par l'alimentation, on l'est tous et toutes ! Et d'autres personnes ont sans doute d'autres choses à dire et si l'idée c'est qu'on puisse mettre en place quelque chose qui soit démocratique, eh bien il faut que ce soit accessible à d'autres personnes qu'à des gens qui ont déjà des bagages !", E.

La légitimité à réfléchir à ces questions quand on est pas spécialiste a pu se poser avant de se lancer dans l'aventure de cette expérimentation :

"Quand j'ai été contactée par G. et qu'elle m'a dit, est-ce que tu voudrais participer à un groupe pour réfléchir ? Pour moi déjà, si on réfléchit, c'est pas pour moi ça je lui ai dit. Parce que je me considère comme quelqu'un qui n'a pas facilement une vision d'ensemble, la capacité de recul, à voir les systèmes, la société, l'organisation... Mais j'ai quand même toujours eu cette sensibilité à me dire que j'ai une espèce de devoir vis-à-vis de la collectivité. Mais je me suis toujours un peu mise en retrait parce que je ne me sentais pas légitime ou pas capable de ! Et dans ce groupe, je viens assez assidûment, tu as dû remarquer que je suis souvent souvent là, presque tout le temps en fait parce que je pense que c'est très important en fait, que ça touche à tellement de points de la société. J'ai l'impression que ça regroupe tout, tous les sujets essentiels de notre société inégalitaire", D.

Et comme nous l'avons vu plus haut, suite à cette première phase, plusieurs personnes témoignent maintenant de l'envie de passer à une étape plus concrète afin d'être davantage dans l'action : *"On est en train de faire de la philosophie dans le CLA, réfléchir à notre propre structure qu'on veut appliquer à la SSA, réfléchir ensemble à comment faire avancer le schmilblick ! Mais il faut faire quand même ! Être dans l'action et ne pas être que dans la réflexion !", N.*

La phase suivante, consacrée à l'élaboration des critères de conventionnement, permettra aux participant.e.s d'expérimenter des temps plus pratiques puisqu'il s'agira de tester les critères avant de les mettre en application. Les participant.e.s auront alors des retours concrets suite à leurs propositions.

Toutefois, malgré ce constat de vouloir passer à l'action, le groupe s'entend sur le fait que le temps de la réflexion est très important pour savoir vers où aller et comment s'y prendre : *"En même temps, partir sur des trucs concrets pour partir sur du concret, je trouverais ça dommage de ne pas creuser du fond ensemble !", E.*

Ainsi, ne pas se mettre en action dès le démarrage serait tout de même un paramètre nécessaire pour construire ensemble un rêve partagé et faire en sorte qu'il se réalise.

5/ La prise en compte du temps long est nécessaire au processus d'apprentissage et par-delà à l'expérimentation. Nous avons pu constater que le temps long de l'apprentissage permet de ne pas faire l'économie de la compréhension de la complexité. Il facilite alors une appropriation approfondie des sujets, problématiques et enjeux posés autour du système alimentaire.

“Je crois qu'il faut perdre du temps ! Ne pas chercher tout le temps l'efficacité ! Les rythmes sont fluctuants et les accepter”, N.

“Et puis le fait de prendre le temps, enfin moi ça, je suis vachement attaché à ça et c'est vrai que je trouve que le calendrier était bien fait pour ça. Il n'y avait pas forcément une pression de résultats ou de se dire, à telle date il faut qu'on ait accouché de ça. Et du coup, ça fait qu'il y a des choses qui germent, qui reviennent, enfin voilà des allers-retours comme ça, qui sont assez chouettes”, A.

“Je suis dans l'état d'esprit de faire les choses bien en prenant le temps. Et puis si on hâte les choses, il y a un côté où tu imposes ta vision à l'autre et ça risque très vite de ne pas passer quoi ! Voilà, donc justement, prendre le temps de bien se connaître !”, S.

“Je trouve que c'est précieux et je trouve ça chouette qu'on ait dit à plusieurs reprises qu'on n'avait pas le temps d'aller vite. Ça m'a vachement parlé !”, E.

En favorisant la construction d'une pensée commune, le temps long engendre aussi par la même occasion une adhésion au projet de Sécurité Sociale de l'Alimentation. En effet, nous avons pu constater qu'une temporalité longue a permis aux participant.e.s de prendre pleinement conscience de la puissance transformatrice du système alimentaire via le projet de la SSA. Le temps long de l'apprentissage pourrait donc être un préalable essentiel à toute participation et implication citoyenne.

Outre la mise en lumière de ces instructions, tirées de la première phase d'apprentissage en commun, nous pouvons également dès à présent relever quelques conclusions sur le processus d'expérimentation en cours.

- Concernant plus largement le processus d'expérimentation

Il est intéressant dès-à-présent de mettre en avant plusieurs points : **1/** Faire de ce projet une expérience de la démocratie, suscite l'adhésion à ce dernier. **2/** Créer une cohésion de groupe favorise un investissement dans l'expérimentation. **3/** Avoir le souci de représentativité du groupe et de son hétérogénéité pour tendre vers des critères partagés par l'ensemble de la population.

1/ Placer l'enjeu démocratique, par la participation citoyenne, au cœur de l'expérimentation, crée une émulation chez les participant.e.s. En effet, les membres du Conseil Local de l'Alimentation montrent un vif intérêt pour expérimenter la démocratie participative à travers cette expérimentation, avec notamment un désir d'horizontalité dans les prises de décision.

“J'adore venir ici depuis 1 an parce qu'il y a une égalité, personne ne veut prendre le pouvoir, on discute. Ça me plaît de le vivre et de me dire que j'y contribue selon mes possibilités !”, S.

“Ce qui me plaît et qui me paraît très difficile, mais parce que c'est difficile c'est intéressant aussi, c'est qu'il y a des gens qui croient à la démocratie participative et qui essayent de faire des choses avec ça !”, G.

“J'ai juste la sensation qu'on est en plein dans la démocratie participative, enfin j'ai ce sentiment-là ! Et la dernière fois quelqu'un disait, quand on expérimentera ceci ou cela... Moi j'ai l'impression qu'on est déjà en train d'expérimenter mais pas par une méthode techniciste, pas un protocole qui nous permettrait d'avoir accès à l'alimentation tous et toutes là, mais en tous cas d'expérimenter la démocratie liée à l'alimentation !”, E.

“Pour moi, c'est excellent et c'est l'avenir de fonctionner comme ça. Parce qu'effectivement, si on ne contrôle pas les structures qui nous gouvernent, ben très rapidement on est esclave quoi ! Donc oui, je pense que l'avenir est à la démocratie participative, clairement !”, S.

D'ailleurs, à la rentrée de septembre, au commencement de la deuxième phase de l'expérimentation, un petit groupe de participant.e.s s'est spontanément constitué pour proposer un ordre du jour et un déroulé pour chaque séance. Progressivement, cette équipe variable a pris en main l'organisation et l'animation des rencontres régulières du CLA, avec l'équipe d'Au Maquis en support.

2/ Avancer dans la même direction permet de **faire groupe** et par-delà de **s'investir dans l'expérimentation**. En ayant pour objectif de dessiner une vision commune d'un avenir désirable, une certaine relation de confiance s'est créée entre les participant.e.s au fur et à mesure des séances. Par conséquent, la majorité du groupe s'est retrouvée en septembre pour envisager la suite de l'expérimentation ensemble.

“Je suis vraiment content de toutes les réunions, je les ai trouvées toutes super intéressantes. Et le groupe dans lequel on est, c'est une dynamique vraiment intéressante. Et ça fait chaud au cœur, ça donne vraiment plein d'espoir et aussi l'envie de refaire ça ailleurs parce que ça a totalement du sens et c'est beau quoi ! Ce sont des bons moments, je suis vraiment trop content de venir après ma journée de travail. Je suis rincé le jeudi soir, je suis heureux de venir là et de finir tard. Ce sont des discussions que je n'ai pas avec tout le monde. Ça me stimule énormément !”, T.

“On est là parce que notre système alimentaire est à bout ! J'ai terriblement confiance dans le groupe pour avancer, approfondir des idées et grandir... Et je me dis qu'ailleurs il y a d'autres groupes qui font pareil et qu'à un moment donné je me dis qu'on va faire corps et qu'on va être une force pour s'imposer !”, M.

“On sent aujourd'hui de toute façon un besoin de s'exprimer des gens. Et ce CLA, ça sert aussi à ça ! Donc c'est aussi bien qu'il y ait des temps de parole. Moi, j'étais content d'y aller pour ça aussi, pour entendre d'autres gens, être dans un espace où on se retrouve et on parle de ça !”, A.

“Apprendre à se connaître les uns les autres et donc former un esprit de groupe pour se distiller de l'information et augmenter le niveau de connaissance d'un peu chacun, ça ne peut être qu'une chose de bien et c'est nécessaire car au moins on sait de quoi on débat ! Et pour moi, c'est fondamental de construire quelque chose avant de réfléchir aux critères de conventionnement.”, S.

“Les réunions où il y a des gens qui ont envie d'autre chose, ça fait du bien d'en parler ! On est bien à se retrouver et déjà rien que ça, ça fait du bien ! Je suis très content de rencontrer un groupe de gens qui ont envie de vous revoir, des gens qui ont des points de vue similaires à soi ! Ça fait du bien pour se sentir faire partie d'un groupe parce qu'on est des êtres sociaux et on est content d'avoir ces discours... Oui, voilà, pour moi, on est en train de construire l'avenir, l'avenir dont on a envie. Et ça, ça me motive, voilà !”, S.

“J'ai bien capté qu'on n'avait pas forcément les mêmes visées politiques que celles que je me suis construites. Et voilà, on compose avec qui on est là ! Et on n'est pas là pour écraser et mettre une théorie en avant par rapport à une autre, on essaye de construire ensemble. J'ai assez vite repéré ça et senti ça en tous cas ! Et du coup, je trouve que c'est presque d'autant plus politique justement, ben d'essayer de construire ensemble, de lâcher une partie de sa théorie dans sa tête et de se dire, ben voilà, on voit vers là où on peut aller ensemble pour ne pas avoir des trucs prédéfinis, pas trop rigides sur des objectifs finaux et de se dire que le processus il est intéressant et politique !”, E.

Faire groupe avec des personnes de divers horizons serait alors un premier défi avant de s'entendre sur comment mettre en place une sécurité sociale de l'alimentation sur le territoire. Et créer un espace d'échanges serein et convivial en serait une condition.

3/ Le souci de la représentativité et de l'hétérogénéité dans le groupe est un avis partagé par les membres du CLA, sur lequel il reste compliqué de faire l'impasse si l'on veut parler de démocratie participative comme point central de l'expérimentation.

“C'est bien d'avoir la chance qu'il y ait aussi beaucoup de jeunes. Il y a des échanges qui se créent et aussi des regards qui sont différents. Et ça c'est vraiment bien mais c'est vrai qu'il faudrait pouvoir avoir un melting-pot encore plus important !”, Y.

“J'ai plus ou moins l'habitude de m'investir avec d'autres personnes qui étaient déjà aussi militantes sur des sujets précis, avec lesquelles j'ai mené des luttes ou je me suis engagée quoi ! Et là, je trouve ça chouette qu'il y ait une diversité de personnes et de partir d'horizons différents et d'aller dans un sens encore un peu flou mais d'y aller ensemble. Je trouve que c'est une belle aventure quoi ! Et j'aimerais que ça aille plus loin là-dedans, que le groupe soit encore plus mixte ! Ça me semble important qu'on arrive à composer avec une plus grande diversité possible et donc moi ça me convient mais ça m'ira plus encore quand il y aura plus de personnes différentes !”, E.

Nous avons déjà détaillé plus haut ces questions de représentativité et de diversité du groupe en montrant que tout en étant essentielles, elles restent à contextualiser afin d'être juste dans les conclusions que l'on peut en tirer.

Il est important aussi de faire remarquer que l'autre expérimentation à Pertuis se fera en partenariat avec le Secours Catholique. Une grande partie des membres du CLA seront “bénéficiaires” de l'aide alimentaire. Il sera intéressant alors de comparer les critères de

conventionnement entre les deux CLA afin de voir si après avoir suivi le même processus d'apprentissage en commun, les participant.e.s produisent les mêmes résultats. Ceci malgré des conditions de vie moindres et par conséquent des contraintes financières plus importantes pour se nourrir.

C'est par cette comparaison que l'on pourra d'autant plus montrer la richesse de cette recherche-action : mettre en lumière l'enjeu démocratique de choisir une alimentation répondant aux critères d'une population, aussi mixte soit-elle.

3/ Suite de l'expérimentation : Phases 2 et 3

A. Création du manifeste : Le conseil local de l'alimentation devient le CLAC

A la rentrée de septembre 2022, une nouvelle phase a démarré. Un groupe pérenne s'est dessiné, composé d'une vingtaine de personnes (cf lignes vertes du tableau p 10), pour élaborer collectivement les critères de conventionnement des acteurs et actrices de la chaîne de l'alimentation.

Avant toute chose, il a été question d'approfondir les objectifs du groupe dans les deux phases qui se profilent et par la même occasion de réfléchir à comment ce dernier se définit aujourd'hui, à travers la question : Qui sommes-nous ?

Cette réflexion consiste d'une part, à poser des bases communes dans une visée d'autodétermination du groupe, et d'autre part à avoir un discours commun afin de se présenter vers l'extérieur et recruter de nouveaux participant.e.s

"Avec l'histoire du manifeste, de savoir s'il fallait mobiliser du monde pour agrandir un peu ce collectif ou est-ce que c'est plutôt pour poser des bases communes entre nous ? La réponse n'est pas hyper claire et ça a bougé depuis la dernière fois j'ai l'impression. Mais la réponse que je me suis donnée toute seule en tous cas, c'est que j'avais plutôt l'impression que ça avait d'abord vocation à nous définir, nous, plus qu'à être un outil pour ouvrir à d'autres. Et un peu dans la foulée de ce truc-là, je me suis dit peut-être qu'il faut rester concentrés, essayer de continuer avec l'équipe qu'on est plus ou moins. Et dans un temps ultérieur, après avoir avancé sur d'autres questions, peut-être refaire un peu le processus que le copil avait fait auprès d'une bonne partie d'entre nous et reposer des temps de formation qu'il nous semble être des manques en partie mais aussi reposer des bases en traitant plus ou moins des mêmes sujets mais pas de la même manière, que ça soit l'occasion d'embarquer d'autres personnes, mais peut-être dans un temps un peu plus lointain, pas réenchaîner tout de suite avec ça !", E.

“Effectivement, il faudrait arriver à convaincre les gens autour de nous, chacun autour de soi, à la rédaction de ce manifeste-là. Parce que c'est vrai, en parler, c'est pas évident, la réponse c'est soit, mais c'est complètement utopique, soit on va pas nous obliger à nous dire ce qu'on doit manger. C'est les deux réponses que j'ai eues. Mais bon ce manifeste, il va peut-être aider à présenter les choses !”, D.

→ Qui sommes-nous ?

“On est un conseil, pas un comité ! On est même un collectif avant tout ! On pourrait se renommer le CLAC : Collectif Local de l'Alimentation de Cadenet !”, S.

“Un collectif qui tend à réfléchir à une alimentation de qualité pour tout le monde et permettre une vie de qualité aux producteurs”, F.

“Un engagement, une sensibilité intellectuelle, invitation à ce CLA comme un endroit à s'interroger, des émotions qui nous animent, on est traversé par des interrogations sur l'universalité d'une alimentation de qualité”, A.

“On a un objectif politique, on se donne le devoir de rendre la question de l'alimentation politique ! On a un souci égalitaire pour les mangeurs avec le fait de donner un accès universel et aussi de payer le juste prix aux producteurs”, T.

→ Le Manifeste !

Plusieurs sous-groupes ont ainsi réfléchi à la manière de se présenter et quelles idées mettre en avant. Un travail de mise en commun a ensuite permis d'écrire ensemble le manifeste du Collectif Local de l'Alimentation de Cadenet, autrement dit le CLAC !

Le CLAC est un collectif d'habitantes et d'habitants aux profils variés, partageant un même territoire. L'action du CLAC se déploie à Cadenet et dans ses environs.

Nous nous réunissons régulièrement pour apprendre et construire une connaissance commune du système alimentaire, du champ à l'assiette.

Nous pensons et expérimentons ensemble une caisse de sécurité sociale de l'alimentation.

Nous souhaitons qu'une alimentation de qualité soit accessible à toutes et tous et soit payée au prix juste aux producteurs et à tous les acteurs de l'alimentation !

L'action du CLAC s'inscrit dans le mouvement national “pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation” initié en 2019.

B. Vers l'élaboration des critères de conventionnement (phase 2)

A l'issue de la phase d'apprentissage en commun, le CLAC est prêt à prendre des décisions « en connaissance de cause » pour définir des critères de conventionnement. Autrement dit, ses membres vont décider ensemble quelles alimentations et par-delà quel système alimentaire, sont souhaitables pour le territoire du sud Luberon. Ainsi, depuis l'automne 2022, le CLAC s'attache à définir un avenir alimentaire désirable à l'horizon 2052, sous la forme d'une fresque. Fort de cet horizon commun, le CLAC pourra se positionner très concrètement sur les questions suivantes :

- * Quels produits conventionner ?
- * Quelles conditions de production de l'alimentation ?
- * Quels lieux d'achats ?
- * Quelles conditions de travail pour les acteurs de la chaîne de l'alimentation ?
- * Quels types d'agricultures ?
- * Quels besoins en équipements et infrastructures pour notre système alimentaire territorial (filières, intermédiaires logistique...) ?

L'équipe de recherche-action pourra ainsi observer les différentes étapes traversées par le CLA pour arriver aux critères de conventionnement.

C. Vers la mise en place d'une caisse d'alimentation commune (phase 3)

Toujours dans une optique de démocratie participative, la mise en application concrète des critères de conventionnement choisis par le CLAC se fera à travers la création d'une caisse d'alimentation commune, gérée par ce dernier. Cette caisse, approvisionnée par une subvention de la fondation de France, permettra suivant les priorités des actions identifiées par le CLAC, d'attribuer des allocations mensuelles et/ou d'investir sur le système alimentaire territorial.

En s'affirmant via cette caisse d'alimentation commune, le CLAC serait un vecteur de propositions, un porte-parole en matière de démocratie alimentaire. Il pourrait être à même de proposer des recommandations aux magasins de Cadenet sur l'approvisionnement mais encore sur les produits vendus dans le magasin.

À travers cette ultime phase de l'expérimentation, les différentes analyses de la recherche-action permettront de renseigner :

Les pratiques et paysages alimentaires : Quels effets directs et indirects de l'usage d'une carte vitale de l'alimentation à l'échelle individuelle et collective ? Quelles évolutions des pratiques et impacts sur le territoire ?

Les dynamiques de démocratie alimentaire : Quelles modalités d'activation d'une dynamique démocratique territoriale autour de l'alimentation ? (leviers, outils, instances et gouvernance, animation...). Quelle portée politique ?

La dynamique de changement : Quelles conditions économiques, sociales et politiques pour engager une transformation profonde de l'action publique en termes de lutte contre la précarité alimentaire, de droit et d'accès à l'alimentation durable, prenant en compte les enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques ?

L'apport de l'expérimentation pour le collectif SSA : Quelle appropriation et quels ajustements des principes posés par le collectif national ? Quelle reproductibilité sur d'autres territoires ?

4. Annexes :

Annexe 1 : Grille d'observation CLA

Date du CLA	
Thématique/sujet de la séance, invité.e	
Type de contenu : apport de connaissance ? débat ? travail de groupe / prise de décision ?	
Nom des participant-es : les nouveaux, les réguliers	
Sujets abordés (fond de la discussion) : notez les mots-clés Appropriation des sujets abordés par les participant.e.s : Quels sujets plus particulièrement ? Comment ils/elles s'en emparent ?	
Écart entre le programme de départ et à l'arrivée ? Vers quels sujets, non prévus initialement, les participant.e.s nous ont-ils emmenés ?	
Répartition prise de parole : qui parle ? combien de fois ? pour dire quoi ?	
Rôle de l'animateur et membres du Copil (distribution de la parole, apport de fond, recentrement du débat...)	
FAQ : Questions soulevées ?	
Remarques / Observations Punchlines / Phrases marquante	

Annexe 2 : Récapitulatif des Foires Aux Questions

Systeme alimentaire

- Quels coûts sont engendrés par le système agro-alimentaire dominant ?
- Est-ce que ce système permet de nourrir tout le monde ?
- Est-ce qu'on peut changer de système ?
- Comment on peut agir ? A quelle échelle ?
- Comment on encourage à devenir paysan ?
- Est-ce qu'on veut être autonome ou souverain ?
- Est-ce qu'on devrait reprendre des terres viticoles pour les mettre en culture maraîchère ?
- Comment penser l'imbrication entre la SSA et le système agro-alimentaire en place, qui ne va pas disparaître de suite ?
- Pourquoi ne verserait-on pas aux paysans un salaire à vie ?
- Qui doit payer le juste prix quand on ne peut pas, même si on le voudrait ?
- Combien de quantité a-t-on besoin de produire sur le territoire pour nourrir les habitant.e.s du Luberon ?
- De combien d'euros et d'hectares on a besoin sur une année pour nourrir une personne ?
- Quel rôle peut jouer la Mairie pour acquérir du foncier pour les petits agriculteurs ?

Histoire de la sécu et financement SSA

- Si les cotisations étaient taxées sur les salaires, pourquoi ne pas fixer le taux selon le revenu ?
- Si les cotisations étaient prises sur la valeur ajoutée, le taux fixé à 8% pourrait-il évoluer selon le capital de l'entreprise ?
- Le statut juridique des caisses est-il soumis à la législation ? Quels sont leurs statuts ?
- Quelle est la différence entre conventionnement et remboursement des médicaments ?
- Est-ce que la création de la sécu n'a pas fait augmenter les coûts de la santé ?
- Un actionnaire est-il un travailleur ?
- Y a t-il des récits de soignants pour comparer l'avant ?
- Comment l'Etat a repris le pouvoir sur les caisses ?
- Comment est-on passé de représentants des assurés en professionnels ?
- Les assurés sont-ils représentés dans les caisses ?
- Comment garder les rênes ?
- Quels organes de contrôle des médecins existe-t-il ?
- Pourquoi mettre une valeur monétaire à cette carte ? Pourquoi ne pas plutôt parler en kilo de légumes, de céréales ?
- Comment penser l'investissement pour l'achat de terres par exemple ?
- La fixation des prix par les CLA peut-elle permettre d'éviter l'inflation ?
- Comment une monnaie locale pourrait accompagner la SSA ?
- Les deux propositions de financement nécessitent-elles une position législative ?
- Sans une loi derrière, est-ce que cette expérience peut s'appliquer un jour ?
- Comment ce qui est défini au niveau national peut s'appliquer à toutes les échelles locales en gommant les inégalités sociales ?
- Comment la SSA peut marcher toute seule, sans assurer les autres besoins fondamentaux ? C'est-à-dire sans socialiser les autres secteurs comme le logement, la culture, l'énergie ?

Démocratie

- Créer un groupe pour quelque chose et non contre quelque chose fédère-t-il moins ?
- Comment ramener la parole de celles et ceux qui ne viennent pas dans l'assemblée ?
- Comment débattre avec celles et ceux qui ne sont pas là ?
- Comment fédérer ces personnes à travers leurs paroles communes ou divergentes ?
- Comment avoir confiance entre tous les groupes qui travaillent sur des thèmes différents et prennent des décisions ?
- Comment éviter les retours en arrière et les remises en question ?
- Comment on forme à la confiance en soi ?
- Comment on forme à la prise de décision commune ?
- Comment on s'organise vraiment ?
- Puisque l'alimentation est un droit fondamental, pourquoi n'est-elle pas gratuite ?
- Combien y a-t-il de collectifs qui travaillent sur la SSA et la démocratie alimentaire en France ?
- Comment faire en sorte que le travail mené en collectif à travers cette expérimentation ne soit pas déformé quand il sera appliqué par la loi ?
- Quels sont les outils à l'échelle du groupe pour faire démocratie ?
- Comment faire en sorte que les nouvelles personnes qui rejoignent le groupe soient écoutées, entendues, prises en compte, du mieux possible ?
- Est-ce que le monde agricole n'a pas intérêt à travailler sur la SSA par groupe de producteurs, de transformateurs, de distributeurs ?
- Faut-il établir des règles pour que ce soit plus facile de décider à plusieurs ?

Annexe 3 : Questionnaire diffusé à la fin de chacun des cycles d'apprentissage

- 1/ Qui êtes-vous ? (prénom, nom, âge, profession)
- 2/ Comment êtes-vous venu dans ce comité local de l'alimentation ?
- 3/ Pourquoi êtes-vous venu dans ce comité local de l'alimentation ?
- 4/ Qu'est-ce qui vous a bousculé dans les informations échangées / Quelles connaissances acquises pendant ce cycle ?
- 5/ Qu'est-ce qui vous a particulièrement intéressé dans ce qui a été dit ?
- 6/ Quelle est votre perception aujourd'hui de la SSA ? Quelle évolution depuis le début de l'expérimentation ?
- 7/ Comment en parlez-vous autour de vous ?

Annexe 4 : Grille d'entretien

- 1/ Qui êtes-vous ? (Prénom, nom, âge, lieu d'habitation/durée, profession)
Quelles habitudes alimentaires ?
- 2/ Avez-vous déjà participé à des groupes de réflexions / d'actions, auparavant ?
Faites-vous déjà partie d'associations bénévoles ? Proche d'un mouvement citoyen ?
- 3/ Comment et Pourquoi êtes-vous venu dans ce comité local de l'alimentation ?
Quelles attentes ?
- 4/ Découverte du concept de SSA ? Ce qui vous séduit particulièrement dans la SSA ?
- 5/ Les notions mobilisées dans le premier cycle étaient-elles déjà familières ? Etiez-vous déjà sensibilisé à ces sujets ?
- 6/ Qu'est-ce qui vous a bousculé/ce que vous retenir, dans les informations échangées / connaissances acquises, pendant le premier cycle sur l'alimentation / la sécu / la démocratie alimentaire et participative
- 7/ Quelles remarques sur l'architecture et les thématiques des séances ?
Avis sur le débat contradictoire ?
- 8/ Quel rapport à l'éducation populaire jusqu'alors ? Déjà expérimenté auparavant ?
- 9/ Première phase nécessaire pour réfléchir aux critères de conventionnement ?
- 10/ Avis sur l'ouverture du CLAC à de nouveaux participant.e.s sans être passé par cette première phase ?
- 11/ Quel est votre ressenti sur cette première phase qui vient de s'écouler ?
Côté intellectuel v/s concret des choses
- 12/ Quelle est votre perception aujourd'hui de la SSA ? Quelle évolution dans la compréhension entre février et aujourd'hui ? Comment réussissez-vous à en parler ?
- 13/ Comment imaginez-vous la suite de votre investissement dans le CLAC ? Pour quelles raisons continuer l'aventure dans cette deuxième phase ? Quelles attentes ?
- 14/ Quelle approche politique dans le fait d'être membre du CLAC ?
- 15/ Quel regard sur la composition du groupe ?
Casquette v/s individu ?
L'importance de la représentativité ?
- 16/ Quel regard sur l'évolution du groupe depuis le mois de février (cohésion, orientation, volonté commune) ? Le passage du CLA au CLAC ?
- 17/ Quel avis sur l'intégration du COPIL dans le CLAC ?
Quelle compréhension du rôle initial du COPIL ?
- 18/ Quel regard sur le parti pris par le COPIL, d'expérimenter avec le CLAC la dimension démocratique de la SSA ?
- 19/ Quel est votre point de vue sur la forme de cette expérimentation (réajustements nécessaires, limites, manques, intérêts, questionnements) ?
Quel rapport au temps dans ce genre d'expérimentation ?
- 20/ Quelles propositions pour la reproduction de l'expérimentation à Pertuis ?

**Annexe 5 : Tableaux comparatifs entre un échantillonnage de la population de Cadenet et
la composition du CLA**

Âge des hommes

	Hommes CLA	Hommes Cadenet
15 à 19 ans	∅	1
20 à 24 ans	∅	1
25 à 29 ans	3	1
30 à 34 ans	1	1
35 à 39 ans	1	1
40 à 44 ans	∅	1
45 à 49 ans	3	1
50 à 54 ans	∅	1
55 à 59 ans	1	1
60 à 64 ans	∅	1
65 à 69 ans	∅	1
70 à 74 ans	2	1
75 à 79 ans	∅	∅
Ensemble	11	12

Âge des femmes

	Femmes CLA	Femmes Cadenet
15 à 19 ans	∅	1
20 à 24 ans	1	1
25 à 29 ans	∅	1
30 à 34 ans	4	1
35 à 39 ans	2	1
40 à 44 ans	1	1
45 à 49 ans	1	1
50 à 54 ans	1	1
55 à 59 ans	1	1
60 à 64 ans	2	1
65 à 69 ans	1	1
70 à 74 ans	2	1
75 à 84 ans	2	1
Ensemble	18	13

Type d'activité des femmes

	Actives ayant un emploi		Chômeuses		Retraitées ou pré-retraitée		Élèves, étudiantes, stagiaires non rémunérées		Femmes au foyer		Ensemble	
	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet
15 à 19 ans							∅	1			0	1
20 à 24 ans	1	1									1	1
25 à 39 ans	5	2	∅	1			1	∅			6	3
40 à 54 ans	3	2							∅	1	4	3
55 à 64 ans	3	1			∅	1					3	2
65 ans ou +					5	3					5	3
											18	13

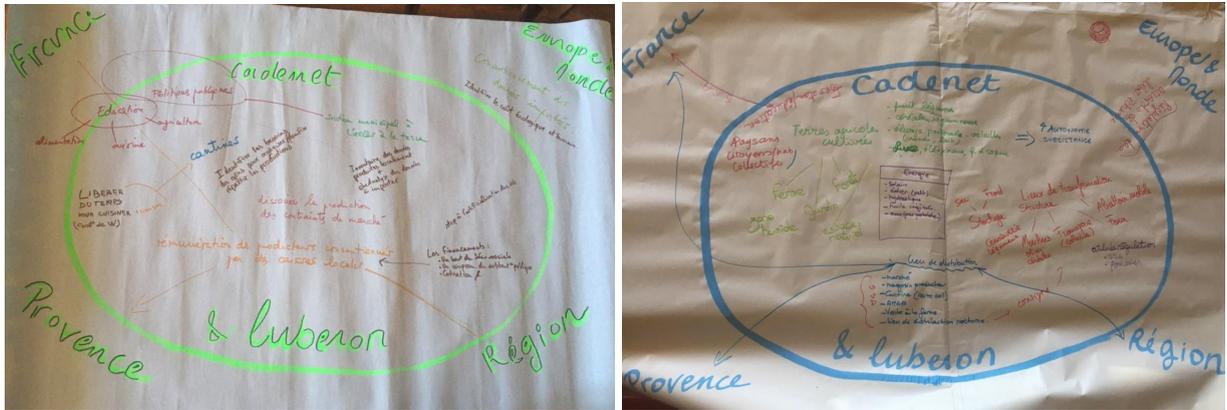
Type d'activité des hommes

	Actifs ayant un emploi		Chômeurs		Retraités ou pré-retraités		Élèves, étudiants, stagiaires non rémunérés		Ensemble	
	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet
15 à 19 ans							∅	1		1
20 à 24 ans	∅	1								1
25 à 39 ans	5	2	∅	1					5	3
40 à 54 ans	3	3	1	∅					4	3
55 à 64 ans	∅	1			∅	1				2
65 ans ou +					2	2			2	2
									11	12

Population active (hommes et femmes) de 15 ans ou plus ayant un emploi par catégorie socioprofessionnelle et âge

	Agriculteurs exploitants		Artisans, commerçants, chefs d'entreprise		Cadres et professions intellectuelles supérieures		Professions intermédiaires		Employés		Ouvriers		Ensemble	
	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet	CLA	Cadenet
15 à 19 ans													0	0
20 à 24 ans									∅	1	1	1	1	2
25 à 39 ans	2	∅	1	1	1		1	1	2	1	3	1	10	4
40 à 54 ans			1	1	1	1	3	1	∅	1	∅	1	5	5
55 à 64 ans			1	∅	∅	1	3	∅	∅	1			4	2
65 ans ou +													20	13

Annexe 6 : Restitution des travaux de groupe autour du système alimentaire durable rêvé dans le sud Luberon



Annexe 7 : Restitution des travaux de groupe autour du financement de la SSA

